

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 1998-1999

---

1<sup>er</sup> AVRIL 1999

---

**Proposition de déclaration de révision de l'article 10 de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives au droit des femmes et des hommes à l'égalité**

*AUDITION ORGANISÉE  
PAR LE COMITÉ D'AVIS  
POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE  
LES FEMMES ET LES HOMMES SUR  
« L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE  
LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LA  
CONSTITUTION: L'EXEMPLE PORTUGAIS »*

---

## RAPPORT

FAIT AU NOM DU COMITÉ D'AVIS  
POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE  
LES FEMMES ET LES HOMMES  
PAR MMES **CANTILLON** ET **LIZIN**

---

Ont participé aux travaux du comité d'avis :

1. Membres effectifs : Mme de Bethune, présidente; M. Charlier, Mmes Cornet d'Elzius, Delcourt-Pêtre, M. Happart, Mmes Leduc, Milquet, M. Olivier, Mmes Van der Wildt, Cantillon et Lizin, rapporteuses.

2. Autres sénatrices : Mmes Dardenne, Sémer et Thijs.

*Voir:*

**Documents du Sénat:**

**1-584 - 1996-1997:**

N° 1: Proposition de déclaration de Mme de Bethune et consorts.

N° 2: Avis du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 1998-1999

---

1 APRIL 1999

---

**Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 10 van de Grondwet, om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen**

*HOORZITTING GEORGANISEERD  
DOOR HET ADVIESCOMITÉ  
VOOR GELIJKE KANSEN VOOR  
VROUWEN EN MANNEN OVER  
« GELIJKE KANSEN VOOR VROUWEN  
EN MANNEN IN DE GRONDWET:  
HET PORTUGESE VOORBEELD »*

---

## VERSLAG

NAMENS HET ADVIESCOMITÉ  
VOOR GELIJKE KANSEN VOOR  
VROUWEN EN MANNEN UITGEBRACHT  
DOOR DE DAMES **CANTILLON** EN **LIZIN**

---

Aan de werkzaamheden van het adviescomité hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de dames de Bethune, voorzitter; de heer Charlier, de dames Cornet d'Elzius, Delcourt-Pêtre, de heer Happart, de dames Leduc, Milquet, de heer Olivier, de dames Van der Wildt, Cantillon en Lizin, rapporteurs.

2. Andere senatoren : de dames Dardenne, Sémer en Thijs.

*Zie:*

**Gedr. St. van de Senaat:**

**1-584 - 1996-1997:**

Nr. 1: Voorstel van verklaring van mevrouw de Bethune c.s.

Nr. 2: Advies van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen.

Le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a organisé le vendredi 29 janvier 1999 une audition publique du professeur J. Miranda concernant l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la Constitution: l'exemple portugais. Au cours de ses réunions des 2 et 9 mars 1999, le Comité d'avis a tiré les conclusions de cette audition.

## **I. AUDITION DU PROFESSEUR J. MIRANDA CONCERNANT «L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LA CONSTITUTION: L'EXEMPLE PORTUGAIS»**

### **1. Accueil par la présidente**

La présidente souhaite la bienvenue au professeur J. Miranda, spécialiste du droit constitutionnel et professeur à la faculté de droit de l'Université de Lisbonne et à l'Université catholique du Portugal. Elle souhaite également la bienvenue aux nombreux observateurs externes venus assister à cette audition.

La présidente décrit brièvement le contexte dans lequel se situe la réunion: le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a examiné, au cours de l'automne 1998, dans le cadre de la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire du droit de vote des femmes, toutes les propositions de loi, les propositions de modification du règlement du Sénat, ... concernant la démocratie paritaire. Le 16 décembre 1998, le Comité d'avis a rendu un avis sur l'ensemble des propositions concernées. Cet avis a d'ailleurs fait l'objet d'une conférence de presse du Comité d'avis le 17 décembre 1998.

Les 29 et 30 octobre 1998, le Sénat de Belgique a envoyé une délégation de membres du Comité d'avis à la deuxième Conférence des commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (CCEC) qui s'est tenue à Lisbonne, dans l'enceinte du Parlement portugais, lequel assume cette année la présidence de la CCEC. Le présidence sera assumée par les «*Cortes Generales*» espagnoles en 1999 et par le «*Bundestag*» allemand en l'an 2000.

Lors de la deuxième conférence organisée à Lisbonne, la délégation belge a fait la connaissance du professeur De Miranda qui a présenté un exposé passionnant sur l'égalité entre les femmes et les hommes dans la Constitution portugaise ainsi que sur l'adaptation des lois électorales portugaises à cet égard.

Vu l'importance politique que le comité d'avis accorde à ce thème, le professeur Miranda a été invité à présenter son exposé au Sénat de Belgique. La présidente se réjouit du vif intérêt qui est manifesté par les

Het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen organiseerde op vrijdag 29 januari 1999 een openbare hoorzitting met professor J. Miranda over «Gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Grondwet: het Portugese voorbeeld. Op de vergaderingen van 2 en 9 maart werden conclusies uit deze hoorzitting getrokken.

## **I. HOORZITTING MET PROFESSOR J. MIRANDA OVER «GELIJKE KANSEN VOOR VROUWEN EN MANNEN IN DE GRONDWET: HET PORTUGESE VOORBEELD»**

### **1. Verwelkoming door de voorzitter**

De voorzitter verwelkomt professor J. Miranda, specialist in grondwettelijk recht en hoogleraar aan de Rechtsfaculteit van de Universiteit van Lissabon en aan de Portugese Katholieke Universiteit. Zij verwelkomt tevens de talrijk aanwezige externe waarnemers op deze hoorzitting.

In het kort schetst de voorzitter het kader van de vergadering: in 1998 heeft het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de Senaat — in het kader van de herdenking van 50 jaar vrouwenstemrecht — zich het hele najaar gebogen over alle wetsvoorstellen, voorstellen tot wijziging van het Reglement van de Senaat, ... die betrekking hebben op de paritaire democratie. Op 16 december 1998 heeft het Adviescomité een advies goedgekeurd over alle voorstellen. Dit werd ook bekendgemaakt op de persconferentie van het Adviescomité van 17 december 1998.

Op 29 en 30 oktober 1998 heeft de Belgische Senaat een delegatie van het Adviescomité gestuurd naar de tweede Conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement (CCEC) in Lissabon in het Portugese Parlement, voorzitter van de CCEC. Voor 1999 wordt het voorzitterschap waargenomen door de Spaanse Cortes Generales en in 2000 door de Duitse Bundestag.

Op de tweede conferentie in Lissabon heeft de delegatie van de Belgische Senaat kennis gemaakt met professor De Miranda die een boeiende uiteenzetting hield over de gelijkheid man-vrouw in de Portugese Grondwet alsook over de aanpassing van de Portugese kieswetten in dat verband.

Omwille van het politieke belang dat het adviescomité hecht aan dit thema, werd professor Miranda uitgenodigd om deze uiteenzetting ook in de Belgische Senaat te geven. De voorzitter verheugt zich

observateurs externes présents. Par ailleurs, elle invite ces derniers à poser des questions au professeur Miranda au cours de l'échange de vues qui suivra l'exposé.

## 2. Exposé introductif du professeur J. Miranda

### 2.1. Contexte constitutionnel portugais

Le professeur Miranda précise qu'il est co-auteur de la Constitution portugaise qui a été élaborée après la Révolution des Œillets (il faisait partie de la constituante), mais il souligne que l'élaboration d'une constitution démocratique est le fruit d'un travail collectif, auquel plusieurs partis politiques ont participé dans un esprit de pluralisme politique. La Révolution des Œillets a éclaté au Portugal il y a de cela 25 ans. Cette révolution a enclenché un processus de démocratisation non seulement au Portugal, mais aussi dans tout le sud de l'Europe, en Amérique latine, en Europe centrale et orientale. Pour la première fois, un régime autoritaire a été renversé de manière presque pacifique. C'est ainsi que le Portugal a pu s'engager sur la voie de la démocratie, du pluralisme et de la solidarité sociale. Les deux années qui ont suivi la Révolution des Œillets ont toutefois été marquées par certaines turbulences. Malgré cela, l'assemblée constituante a été élue librement et elle a élaboré la Constitution de 1976. Cette constitution a voulu établir une complète égalité entre les hommes et les femmes, dans tous les domaines. La Constitution portugaise consacre le principe d'égalité de manière générale mais aussi dans divers domaines spécifiques très concrets : en matière de famille, de travail, d'accès à l'université, d'accès à la magistrature, etc. La Constitution portugaise actuelle va beaucoup plus loin que toutes les constitutions portugaises antérieures, et même beaucoup plus loin que la plupart des constitutions européennes. Elle est très précise et très explicite dans le domaine de l'égalité. Elle proclame non seulement l'égalité devant la loi, mais aussi l'égalité effective, l'égalité réelle, c'est-à-dire celle qui permet de surmonter les inégalités de fait, sociales, économiques, culturelles et géographiques, qui empêchent parfois de réaliser pleinement l'égalité devant la loi. Cette constitution a établi un régime démocratique, pluraliste et semi-présidentiel. Elle a permis au Portugal d'adhérer aux Communautés européennes le 1<sup>er</sup> janvier 1986. Il est donc membre à part entière, aujourd'hui, de l'Union européenne. Le Portugal a également consenti d'importants efforts en vue d'assurer le progrès social et culturel.

Dès avant la Révolution des Œillets, on avait noté une augmentation de la présence des femmes sur le

over de ruime belangstelling van de aanwezige externe waarnemers. Bovendien nodigt zij de waarnemers uit om tijdens de gedachtewisseling ook vragen te stellen aan professor Miranda.

## 2. Inleidende uiteenzetting door professor J. Miranda

### 2.1. Algemene situering van de Portugese Grondwet

Professor Miranda verduidelijkt dat hij co-auteur is van de Portugese Grondwet die tot stand kwam na de Anjerrevolutie (hij maakte deel uit van de constituante), maar hij wijst erop dat het tot stand brengen van een democratische Grondwet een werk is van velen samen: verscheidene politieke partijen werken hieraan mee, het is een politiek pluralistisch werk. 25 jaar geleden had in Portugal de Anjerrevolutie plaats. Deze revolutie heeft geleid tot een democratiseringsproces en dit niet alleen in Portugal, maar ook in de rest van Zuid-Europa, Latijns-Amerika, Centraal- en Oost-Europa. Voor de eerste keer werd op quasi vreedzame wijze een autoritair regime omvergoorpen. Zo kon Portugal de weg opgaan van de democratie, het pluralisme en de sociale solidariteit. Tijdens de twee jaar volgend op de Anjerrevolutie, bestond er een turbulent klimaat maar toch werd de constituante tijdens deze woelige periode vrij verkozen en heeft zij de Grondwet van 1976 tot stand kunnen brengen. Deze Grondwet wenste een volledige gelijkheid tussen mannen en vrouwen in alle domeinen te bereiken. Niet alleen vindt men in de Portugese Grondwet een algemeen gelijkheidsbeginsel terug maar dit beginsel is ook gespecificeerd voor verschillende concrete gebieden, bijvoorbeeld inzake gezin, arbeid, toegang tot hogere en universitaire studies, toegang tot de magistratuur en dergelijke. De huidige Portugese Grondwet gaat met andere woorden veel verder dan al de vorige Portugese grondwetten en zelfs veel verder dan de meeste andere huidige Europese grondwetten. De Portugese Grondwet is zeer nauwgezet en zeer expliciet op het gebied van de gelijkheid. De Portugese Grondwet kondigt niet alleen de gelijkheid voor de wet af maar ook de effectieve, reële gelijkheid. Dit betekent dat ook de feitelijke gelijkheid wordt afgekondigd, bijvoorbeeld op sociaal, economisch, cultureel en geografisch gebied. Dit laatste heeft voor gevolg dat soms de volledige gelijkheid voor de wet niet helemaal kan worden gerealiseerd. Deze Grondwet heeft een democratisch, pluralistisch en semipresidentieel regime geïntroduceerd. Ook heeft zij ertoe geleid dat Portugal op 1 januari 1986 is kunnen toetreden tot de Europese Gemeenschap, waarvan zij vandaag de dag een volwaardig lid is. Portugal heeft sedertdien ook grote inspanningen gedaan op sociaal en cultureel vlak.

Reeds in de periode die de Anjerrevolutie voorafging, werd een stijging waargenomen van de deel-

marché du travail, dans les universités, dans l'administration, etc. Il subsistait toutefois encore beaucoup d'inégalités entre les femmes et les hommes, par exemple en ce qui concerne l'accès à la magistrature : ainsi, les femmes ne pouvaient-elles être ni juges, ni membres du parquet; elles n'avaient pas davantage accès à la carrière diplomatique. L'accès des femmes aux plus hautes fonctions au sein de l'administration était également limité. La Constitution de 1976 a éliminé toutes ces inégalités et a instauré l'égalité complète entre les femmes et les hommes. Aujourd'hui, 25 ans plus tard, on constate que les femmes ont enregistré un progrès énorme : dans les universités, il y a désormais 60 % d'étudiantes. Les femmes dominent au sein des universités portugaises, même dans les facultés de sciences exactes et de sciences naturelles où les hommes étaient autrefois nettement majoritaires. Dans les licences de droit, il y a maintenant 70 % de femmes au Portugal. À l'époque où le professeur Miranda était lui-même étudiant, cette proportion n'était que de 10 à 15 %. Force est, malheureusement de constater que les femmes sont rares dans les organes d'administration des universités. Les universités portugaises connaissent un système d'administration démocratique qui est basé sur les principes de l'autonomie et de la participation. Chaque faculté possède une assemblée de représentants élus. L'assemblée de la faculté de droit de Lisbonne est composée de 20 professeurs et assistants, de 20 étudiants et de 10 représentants du personnel non enseignant. Sur les 20 professeurs, il y a 9 femmes et 11 hommes, mais sur les 20 étudiants, il n'y a que 3 femmes. Pour le professeur Miranda, cette disproportion est révélatrice, quand on sait que 70 % des étudiants sont des femmes. C'est une des raisons pour lesquelles il estime qu'un quota imposé par la loi est nécessaire. Sans dispositions législatives, il est en effet très difficile de vaincre certains préjugés. Les femmes sont présentes dans tous les domaines de la vie sociale, culturelle, économique et juridique. Elles ne le sont toutefois pas autant dans la politique. Il y a seulement 13 % de femmes au Parlement portugais et l'on ne compte que 9 % de Portugaises au sein de la représentation du Portugal au Parlement européen. En outre, la proportion de femmes est très faible parmi les bourgmestres des villes et communes portugaises. C'est pour cette raison que, selon l'orateur, les deux principaux partis, à savoir le parti socialiste de centre-gauche et le parti social-démocrate de centre-droit, qui regroupent plus des deux tiers des membres du parlement portugais, ont conclu, à l'occasion de la dernière révision constitutionnelle, en 1997, un accord en vue d'inscrire dans la constitution des dispositions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes.

L'article 9 de la Constitution portugaise énumère les tâches fondamentales de l'État : « Les tâches fonda-

name van vrouwen op de arbeidsmarkt, op de universiteiten, in de overheidsadministraties en dergelijke. Er bestonden echter nog heel wat ongelijkheden tussen vrouwen en mannen, bijvoorbeeld wat de toegang tot de magistratuur betrof: vrouwen konden bijvoorbeeld geen rechter worden of lid van het parket; zij werden ook niet toegelaten tot de diplomatie. Er bestonden ook beperkingen voor vrouwen wat de toegang betrof tot de hoogste ambten binnen de overheidsadministraties. De Grondwet van 1976 heeft al deze ongelijkheden opgeheven en heeft een volledige gelijkheid tussen vrouwen en mannen geïntroduceerd. 25 jaar later kan men een enorme vooruitgang van de vrouwen waarnemen: vandaag de dag zijn 60 % van de studenten van het vrouwelijk geslacht. Het vrouwelijk geslacht domineert in Portugal de universiteiten, zelfs in de faculteiten voor exacte en natuurwetenschappen waar vroeger een uitgesproken mannelijk overwicht bestond. In de licenties «rechtswetenschappen» telt men in Portugal vandaag de dag zelfs 70 % vrouwelijke studenten. In de periode dat professor Miranda zelf student was, bedroeg dit percentage slechts 10 tot 15 %. Maar het is zorgelijk tegelijkertijd vast te stellen dat slechts weinig vrouwen deel uitmaken van de bestuursorganen van de universiteiten. De Portugese universiteiten kennen nochtans een democratisch bestuursstelsel volgens de principes van autonomie en participatie. Elke faculteit heeft een vergadering waarin vertegenwoordigers worden verkozen. De vergadering in de rechtsfaculteit van de Universiteit van Lissabon bestaat uit 20 professoren en assistenten, 20 studenten en 10 vertegenwoordigers van het niet-docerend personeel. Op de 20 professoren zijn er 9 vrouwen en 11 mannen, op 20 studenten zijn er echter slechts 3 vrouwen. Dit is volgens professor Miranda toch wel tekenend indien men voor ogen houdt dat 70 % van de studenten vrouwen zijn. Dit is één van de redenen waarom professor Miranda van oordeel is dat wettelijk opgelegde quota nodig zijn. Zonder wettelijke regeling is het immers heel moeilijk een aantal vooroordelen te overwinnen. Vrouwen zijn aanwezig in alle domeinen van het socio-, cultureel, economisch en juridisch leven. Maar dergelijke vertegenwoordiging vindt men niet terug in de politiek. In het Portugese Parlement zetelen slechts 13 % vrouwen, in het Europees Parlement zetelen slechts 9 % Portugese vrouwen. Er zijn bovendien zeer weinig vrouwen burgemeester van Portugese steden en gemeenten. Om deze reden werd tijdens de laatste Portugese grondwetsherziening in 1997 tussen de twee meerderheidspartijen de socialisten (centrumlinks) en de sociale democraten (centrumrechts), die samen meer dan tweederde van de Parlementsleden hebben in het Portugese Parlement, een akkoord gesloten om in de Grondwet bepalingen op te nemen met betrekking tot de gelijke kansen voor vrouwen en mannen.

Artikel 9 van de Portugese Grondwet somt de fundamentele taken van de Staat op: « De fundamen-

mentales de l'État sont entre autres de favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes.»

D'autre part, il a été inséré, dans les principes généraux de la partie III «Organisation du pouvoir politique», un article 109 concernant la participation politique des citoyens: «La participation directe et active des hommes et des femmes à la vie politique constitue la condition et l'instrument fondamental de la consolidation du système démocratique. La loi doit promouvoir l'égalité dans l'exercice des droits civiques et politiques et lutter contre la discrimination fondée sur le sexe pour l'accès à des fonctions politiques.»

Cette révision constitutionnelle a été approuvée à l'unanimité par le Parlement portugais.

Avant cette révision constitutionnelle, la constitution proclamait néanmoins déjà le principe de l'égalité dans tous les domaines.

Outre l'article 13, qui énonçait le principe général de l'égalité(1), il y avait des articles qui visaient à la réalisation d'une égalité de fait.

C'est ainsi que l'article 9, d), de la constitution, dispose que l'État a pour tâche essentielle: «d'augmenter le bien-être et la qualité de vie du peuple, de promouvoir l'égalité réelle entre les portugais dans l'exercice des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux pour la transformation et la modernisation des structures économiques et sociales, ...»

Lors de la révision de la constitution de 1997, le constituant a cependant estimé que les articles existants de la constitution n'étaient pas suffisants. Il a souhaité inscrire expressément dans la constitution que l'État avait pour mission de promouvoir l'égalité réelle en matière de participation politique.

Le parlement ne s'est donc pas contenté de compléter l'article 9 en vigueur par une lettre h, rédigée comme suit: «promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes»; il a également récrit l'article 109 pour mentionner expressément la participation directe et active des hommes et des femmes à la politique. Avant la révision de 1997, il était question à cet article de la «participation directe et active des citoyens».

(1) «1. Tous les citoyens ont la même dignité sociale et sont égaux devant la loi. 2. Nul ne peut jurer d'un bénéfice ou d'une libéralité quelconque, ni faire l'objet d'une discrimination quelconque, ni se voir privé d'un droit quelconque, ni être dispensé d'une obligation quelconque en raison de l'ascendance, le sexe, la race, la langue, l'origine géographique, la religion, les convictions politiques ou idéologiques, l'instruction, la situation économique ou la condition sociale.»

tele taken van de Staat bestaan er onder meer in de gelijkheid tussen man en vrouw te bevorderen.»

Voorts is er in de algemene beginselen van deel III «Inrichting van de politieke macht» een artikel 109 ingevoegd over de participatie van de burgers in het politieke leven: «De rechtstreekse en actieve participatie van mannen en vrouwen in het politieke leven is een noodzakelijke voorwaarde en een uiterst belangrijk instrument voor de versteviging van de democratie. De wet moet de gelijkheid bij de uitoefening van de burgerlijke en politieke rechten bevorderen en discriminatie op grond van het geslacht wat betreft de toegang tot politieke functies voorkomen.

Het Portugees Parlement heeft deze herziening van de Grondwet eenparig goedgekeurd.

Nog vóór deze herziening bevatte de Grondwet echter reeds het beginsel van de gelijkheid op alle vlakken.

Er bestond niet enkel het artikel 13 dat het algemeen gelijkheidsbeginsel afkondigde(1), maar ook artikelen die een feitelijke gelijkheid nastreven.

Zo stelt bijvoorbeeld artikel 9, d) van de Grondwet dat het een fundamentele taak is van de Staat om: «het welzijn en de kwaliteit van het leven van de bevolking te bevorderen, alsook de effectieve gelijkheid onder Portugezen bij het uitoefenen van hun economische, sociale, culturele en milieurechten door de economische en maatschappelijke structuren om te vormen en te moderniseren, ...

Maar naar aanleiding van de grondwetsherziening van 1997 was de Constituant van oordeel dat de reeds bestaande grondwetsartikelen niet voldoende waren. Men wenste uitdrukkelijk in de Grondwet vast te leggen dat het de taak is van de Staat om de effectieve gelijkheid inzake politieke participatie te bevorderen.

Daarom werd niet alleen aan het bestaande artikel van de Portugese Grondwet het punt h) «de gelijkheid tussen man en vrouw te bevorderen» toegevoegd, maar werd tevens artikel 109 herschreven om uitdrukkelijk te spreken over de rechtstreekse en actieve politieke participatie van vrouwen en mannen. Voor de grondwetsherziening van 1997 was er sprake van de «rechtstreekse en actieve politieke participatie van de burgers».

(1) «1. Alle burgers bezitten dezelfde sociale waardigheid en zijn gelijk voor de wet. 2. Niemand kan enig voorrecht of enige gunst krijgen, noch gediscrimineerd worden, noch enig recht worden ontzegd, noch vrijgesteld worden van enige plicht op grond van zijn afstamming, geslacht, ras, taal, geografische herkomst, godsdienst, politieke of ideologische overtuiging, opvoeding, economische toestand of maatschappelijke status.»

Le constituant a, en outre, prévu explicitement que la loi doit mettre ces principes en œuvre.

Il s'ensuit que l'ensemble de la doctrine constitutionnelle portugaise et le gouvernement portugais estiment que les lois électorales doivent mettre en œuvre les principes définis dans les articles 109 et 9, h (nouveaux), de la Constitution. Au cas où le législateur n'adapterait pas les lois électorales en vue de la concrétisation de ces principes, l'État portugais serait coupable d'inconstitutionnalité en raison d'une omission du législateur.

Au Portugal, il existe non seulement un contrôle d'inconstitutionnalité par action, mais aussi un contrôle d'inconstitutionnalité par omission. C'est une particularité du système constitutionnel portugais. La cour constitutionnelle a non seulement le pouvoir de déclarer l'inconstitutionnalité des normes juridiques avec une force obligatoire générale mais elle a aussi le pouvoir de constater d'une inconstitutionnalité par omission. Simplement, comme la Cour constitutionnelle — qui n'est pas un organe politique, un organe légitimé démocratiquement — n'a pas un pouvoir législatif, le contrôle d'inconstitutionnalité par omission est un contrôle théorique. La Cour vérifie s'il y a omission, informe le parlement et demande au parlement de faire une loi. Mais la Cour n'a aucune possibilité de remédier à l'omission, à l'inertie du pouvoir. Sur le plan politique, l'expérience montre que chaque fois que la Cour constate une omission, le parlement fait une loi. Si le contrôle d'inconstitutionnalité par omission de la Cour constitutionnelle représente peu de choses sur le plan juridique, il n'en a pas moins une grande résonance sur le plan politique.

Avant la révision de la Constitution de 1997, une telle loi aurait toutefois été inconstitutionnelle.

Enfin, au cours de cette même révision, le constituant a inscrit la notion de « paternité » dans la Constitution qui ne connaissait jusque là que la notion de « maternité ».

La maternité et la paternité constituent», selon l'article 68, 2, de la Constitution, « des valeurs sociales éminentes.

« La loi règle et attribue aux mères et aux pères le droit d'éloignement du travail pour une période adéquate, selon les intérêts de l'enfant et les nécessités familiales. » (article 68, 4, de la Constitution).

Ces nouveaux articles doivent permettre pères et mères de famille de participer à la politique. Une des causes les plus connues pour lesquelles les femmes ne participent pas à la politique, vient de ce qu'elles ont charge de famille et qu'elles doivent s'occuper de leurs enfants.

Bovendien wordt er uitdrukkelijk voorzien dat een wet uitvoering moet geven aan deze beginselen.

Bijgevolg is heel de Portugese constitutionele rechtsleer en de Portugese regering het erover eens dat in de kieswetten de principes van de nieuwe artikelen 109 en 9, h, van de Grondwet moeten worden concreetiseerd. Indien de Kieswetten niet in die zin zouden worden aangepast, zou de Portugese Staat ongrondwettelijk handelen wegens nalatigheid vanwege de wetgever.

In Portugal bestaat er niet alleen een toetsing van de ongrondwettigheid van daden, maar ook van de ongrondwettigheid door verzuim. Dat is kenmerkend voor het Portugees grondwettelijk stelsel. Het grondwettelijk hof kan niet alleen rechtsregels met algemeen bindende kracht ongrondwettig verklaren maar het kan ook de ongrondwettigheid door verzuim vaststellen. Het grondwettelijk hof, dat geen politiek orgaan is, geen democratisch gelegitimeerd orgaan, heeft geen wetgevende bevoegdheid en daarom is toetsing van de ongrondwettigheid door verzuim zuiver theoretisch. Het hof gaat na of er verzuim is, stelt dat vast, brengt het parlement daarvan op de hoogte en vraagt dat een wet wordt aangenomen. Het hof kan echter het verzuim niet herstellen en al evenmin optreden tegen het stilzitten van de overheid. De ervaring wijst evenwel uit dat telkens wanneer het hof een geval van verzuim vaststelt, het parlement een wet goedkeurt. Ook al stelt de toetsing door het grondwettelijk hof van de ongrondwettigheid door verzuim juridisch niet veel voor, toch kan een uitspraak van dat hof rekenen op een grote weerklank in de politiek.

Vóór de grondwetsherziening van 1997 zou een dergelijke wet echter ongrondwettelijk zijn geweest.

In 1997 werd bovendien ook de notie van « vaderschap » in de Grondwet ingevoerd. Voorheen was er enkel sprake van « moederschap ».

Volgens artikel 68, 2, van de Grondwet zijn het moederschap en het vaderschap zeer belangrijke maatschappelijke waarden.

« De wet regelt de wijze waarop aan moeders en vaders het recht wordt verleend om, rekening houdend met de belangen van het kind en de behoeften van het gezin, gedurende een bepaalde periode niet te werken. » (artikel 68, 4, van de Grondwet).

Met de nieuwe artikelen staat voor vaders en moeders de mogelijkheid open om aan het politieke leven deel te nemen. Een van de bekendste redenen waarom vrouwen niet aan het politieke bedrijf deelnemen, is de gezinslast en de zorg voor de kinderen.

Cet article 68 de la Constitution a déjà été concrétisé par une loi sur le travail. Cette loi a été adoptée presque sans discussion, mais la loi exécutant les articles 9 et 109 de la Constitution a soulevé beaucoup plus de discussions et entraîné beaucoup plus de résistance.

## **2.2. *Projet de loi relatif à la représentation politique des deux sexes, déposé au Parlement***

Après la révision de la Constitution de 1997, le gouvernement a créé un groupe de travail composé de constitutionnalistes et d'autres juristes, dont une majorité de femmes.

Ce groupe de travail a réalisé une étude fouillée qu'il intitula «Une démocratie plus citoyenne»(1). Ce titre fait référence à l'idée suivant laquelle la citoyenneté correspond à une conception plus active de la démocratie. Après la publication de l'étude, le gouvernement portugais a organisé un débat sur la question, débat qui a débouché sur le dépôt au Parlement d'un projet de loi ainsi rédigé:

1. Un des phénomènes les plus frappants dans la société portugaise actuelle est le contraste entre la présence — quantitative et qualitative — des femmes, dans tous les domaines professionnels et à tous les niveaux de la vie économique, sociale et culturelle du Portugal et la place vraiment ténue que les femmes occupent au sein des organes politiques de l'État, des régions autonomes et des pouvoirs locaux. Les grandes transformations sociales qui furent déclenchées après le 25 avril 1974 n'ont entraîné aucune redistribution des mandats politiques, surtout pas en ce qui concerne une représentation plus équilibrée des deux sexes dans la vie politique active.

Même si l'usage n'est plus d'écarter de manière consciente et rationnelle les femmes des postes de décision dans le Portugal d'aujourd'hui, bien au contraire, on constate que l'évolution sociologique et l'autodiscipline des partis ont été insuffisantes pour que l'on puisse enregistrer des progrès sensibles dans le domaine de l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux postes de décision politique.

2. Depuis la révision constitutionnelle de 1997, l'article 109 de la Constitution dispose que «la participation directe et active d'hommes et de femmes à la vie politique est une condition et un instrument fondamental de la consolidation du système démocratique et que la loi doit promouvoir l'égalité pour ce qui est de l'exercice des droits civiques et politiques et la non-discrimination en fonction du sexe en ce qui concerne l'accès aux postes politiques». D'autre part,

(1) Voir la traduction des conclusions de cette même étude en annexe.

Dit artikel 68 van de Grondwet heeft reeds zijn beslag gekregen in een wet op de arbeid. Die wet is bijna zonder discussie tot stand gekomen terwijl de wet tot uitvoering van de artikelen 9 en 109 van de Grondwet veel discussie heeft uitgelokt en ook op veel meer weerstand is gestoten.

## **2.2. *Wetsontwerp, ingediend in het Parlement, betreffende de politieke vertegenwoordiging van beide geslachten***

Na de grondwetsherziening van 1997 richtte de regering een werkgroep op bestaande uit grondwetspecialisten en andere juristen, waarvan de meerderheid vrouwen waren.

Deze werkgroep heeft een grondige studie gemaakt getiteld «Democratie met meer burgerschap»(1). Deze titel is te verklaren vanuit de idee dat burgerschap een actieve opvatting is van democratie. Na de publicatie van deze studie heeft de Portugese regering een debat op gang gebracht waarna een wetsontwerp in het Parlement werd ingediend, luidend als volgt:

1. Vrouwen bekleden een merkwaardige positie in de Portugese maatschappij van vandaag: enerzijds hebben ze zowel kwantitatief als kwalitatief een doorbraak geforceerd in alle sectoren van het beroeps-, economisch, sociaal en cultureel leven, maar anderzijds zijn ze nauwelijks aanwezig in de politieke organen van de Staat, de autonome regio's en de lokale overheden. Blijkbaar hebben grote maatschappelijke omwentelingen van na 25 april 1974 niet geleid tot een herverdeling van de politieke mandaten en met name niet, tot meer evenwicht in de actieve deelname aan het politieke leven.

In het hedendaagse Portugal is het niet langer de gewoonte dat vrouwen doelbewust en systematisch geweerd worden bij de besluitvorming, wel integendeel. Toch stelt men vast dat er ondanks de maatschappelijke ontwikkelingen en de zelfdiscipline van de partijen onvoldoende vooruitgang is geboekt inzake de gelijke toegang van mannen en vrouwen tot de politieke besluitvorming.

2. Sinds de grondwetsherziening van 1997 bepaalt artikel 109 van de Grondwet — en dit is duidelijk uitdrukkelijk zo bedoeld — dat «de rechtstreekse en actieve deelname van mannen en vrouwen aan het politiek leven een noodzakelijke voorwaarde en een uiterst belangrijk instrument is voor de versteviging van de democratie, en dat de wet de gelijkheid bij de uitoefening van burgerlijke en politieke rechten moet bevorderen en discriminatie op grond van het

(1) Zie vertaalde conclusies van deze studie in bijlage.



une exigence de l'idée d'égalité juridique elle-même, à laquelle on doit chercher à donner un contenu effectif. Ces dispositions légales particulières sont axées sur la promotion de l'égalité, même s'il faut, pour ce faire, accorder des droits ou des avantages spécifiques à certaines catégories de personnes — celles qui défavorisées ou se trouvent dans des situations de pauvreté ou de moindre protection — cette différenciation joue en faveur de l'égalité. Elle constitue le moyen de atteindre l'objectif final.

5. La représentation politique moderne est basée sur l'universalité et l'unité de la citoyenneté, sur l'unité du peuple ou de la Communauté politique, et reste au-dessus de toutes les catégories ou qualités particulières des représentés ou des représentants. Mais, comme l'humanité est faite de deux sexes, rien n'empêche que l'on envisage de prendre directement ou indirectement des mesures visant à une représentation équilibrée des sexes au niveau des organes représentatifs et de transformer, par cette voie, la souveraineté du peuple en une citoyenneté réellement vécue par tous les humains, hommes et femmes.

Ce que l'on vise en l'espèce, ce n'est pas le droit d'élire ou d'être élu, mais seulement les conditions à réunir pour que chacun puisse être candidat. Il ne s'agit, non pas de fracturer le tissu social, mais de renforcer l'unité politique. L'essentiel étant d'utiliser strictement les moyens légaux pour atteindre cet objectif, dans les limites de temps jugées absolument indispensables, en laissant, par la suite, la dynamique sociale et culturelle se développer d'elle-même. Il s'agit donc non pas de faire de la ségrégation, mais, au contraire, de l'intégration.

6. La Constitution continue à ne permettre aucune restriction, ni au principe de l'unité et de l'universalité indivisible du suffrage actif, ni au principe du mandat représentatif. Les deux constituent les bases de la démocratie représentative, et l'article 109 n'autorise aucune dérogation à ces principes. Des limites maximales à la participation de chaque sexe ou des quotas minimum de candidature et/ou de représentation en fonction du sexe sont possibles; mais il n'est pas possible d'établir une distinction entre les électeurs, ni de répartir des mandats en fonction du sexe.

Les électeurs votent pour tous les candidats indépendamment de leur sexe; les élus représentent tous les citoyens indépendamment de leur sexe. Il ne peut pas y avoir de représentation séparée de chaque sexe, comme il ne peut pas y avoir de représentation séparée de groupes économiques, sociaux, ethniques, religieux ou territoriaux.

is die voortvloeit uit de idee van de juridische gelijkheid, die men op die manier concreet tracht in te vullen. Deze bijzondere wettelijke bepalingen zijn erop gericht de gelijkheid te bevorderen, zelfs als men daartoe specifieke rechten of voordelen moet toekennen aan bepaalde groepen, die achtergesteld zijn, of arm, of minder goed beschermd. Het is een middel om het uiteindelijke doel te bereiken.

5. De moderne politieke vertegenwoordiging is gebaseerd op de universaliteit en de eenheid van het staatsburgerschap, op de eenheid van het volk of van de politieke gemeenschap. Kiezers of verkozenen opdelen in bepaalde groepen is hierbij uit den boze. Toch is het terzelfder tijd perfect mogelijk rekening te houden met het feit dat het mensdom nu eenmaal uit twee geslachten bestaat, en rechtstreeks of onrechtstreeks maatregelen te nemen om de evenredige vertegenwoordiging van beide geslachten in de representatieve organen te bevorderen. Op die manier wordt de volkssoevereiniteit omgesmeed tot een staatsburgerschap dat ook werkelijk beleefd wordt door iedereen, mannen en vrouwen.

Het gaat hier niet om het recht te kiezen of verkozen te worden, maar wel om de voorwaarden die geschapen moeten worden opdat iedereen kandidaat kan zijn. De bedoeling is niet de maatschappij te ontwrichten, maar wel de politieke eenheid te verstevigen. Het komt er op aan dit doel met uitsluitend wettelijke middelen te bereiken, binnen een tijdslimiet die men absoluut noodzakelijk vindt. Later zal de maatschappelijke en culturele dynamiek zich spontaan ontwikkelen. Niet segregatie, maar integratie is de boodschap.

Krachtens de Grondwet kan op geen enkele manier worden geraakt aan het beginsel van de eenheid en de ondeelbare universaliteit van het actief kiesrecht net zomin als aan het representatieve mandaat. Deze twee beginselen vormen de basis van de representatieve democratie, en artikel 109 bevat geen enkele bepaling waarmee men van deze principes zou kunnen afwijken. Bovengrenzen voor de deelname van beide geslachten of minimumquota voor de kandidaturen en/of vertegenwoordiging op grond van het geslacht zijn mogelijk; een opdeling van de kiezers daarentegen is uitgesloten en ook de mandaten kunnen niet worden toegekend op grond van het geslacht.

De kiezers stemmen voor alle kandidaten, ongeacht hun geslacht; de verkozenen vertegenwoordigen alle burgers, opnieuw ongeacht hun geslacht. Aparte vertegenwoordiging per geslacht kan niet, zoals er ook geen aparte vertegenwoordiging is voor bepaalde economische, maatschappelijke, etnische, religieuze of regionale groepen.

Pour cette raison, la Constitution portugaise ne fait aucune concession aux propositions les plus radicales de ce qu'on appelle la «démocratie paritaire», lesquelles défendent une sorte de «démocratie parallèle», un «apartheid» sexuel de représentation politique (deux composants égaux et séparés), avec des collèges électoraux séparés, avec des candidatures parallèles et des assemblées représentatives fracturées. La démocratie représentative peut et doit être vécue, d'une manière équilibrée, par les citoyens et les citoyennes. Mais elle ne peut pas être divisée entre une démocratie masculine et une démocratie féminine. Il s'agit de l'affirmation d'une démocratie participative et non pas d'une démocratie divisée, même au cas où elle serait «paritaire».

Dans la vie de tous les jours hommes et femmes contribuent à tous les aspects de la vie collective. En matière politique, il faut garantir la participation des deux sexes.

7. Les propositions législatives que le gouvernement soumet actuellement à la considération du parlement sont très prudentes et pensées en vue de l'harmonisation indispensable de tous les principes constitutionnels. Elles reproduisent essentiellement les mesures proposées par la commission de juristes chargée d'étudier le sujet, et dont le rapport vient d'être publié.

Pour le moment, ces propositions visent seulement l'assemblée de la république et, partiellement, le Parlement européen, en ce qui concerne les députés élus par le Portugal. Ce sont, d'ailleurs, les deux assemblées pour lesquelles le problème se pose d'une manière plus visible et plus urgente.

Dans un futur proche, on espère pouvoir les appliquer aux assemblées législatives régionales et aux organes collégiaux basés sur le suffrage direct du pouvoir local. De même, leur application, d'une manière flexible, aux organes de direction des partis politiques (ayant pour base la règle de participation stipulée à l'article 51, 5, de la Constitution) et, aussi, aux commissions et aux autres organismes officiellement désignés (comme dans d'autres pays Européens) n'a pas été exclue.

8. La ligne d'orientation des normes législatives que le gouvernement se propose de décréter, peut être resumée comme suit:

a) La proposition a trait aux élections pour l'assemblée de la république et ceux du Parlement européen, en ce qui concerne les députés à élire par le Portugal.

b) L'objectif final de la loi est qu'aucun des sexes ne puisse avoir une participation supérieure à 67,3 % des élus. Ou, inversement, que le sexe moins représenté doit avoir une participation d'au moins 33,3 %.

Om die reden laat de Portugese grondwet geen ruimte voor de meest radicale voorstellen van de aanhangers van de zogenaamde «paritaire democratie». Zij staan een soort «parallele democratie» voor, een seksuele «apartheid» in de politieke vertegenwoordiging (twee gelijke en aparte geledingen), met aparte kieskringen, parallelle kandidaturen en in vakjes opgesplitste assemblees. De representatieve democratie kan en moet op een evenwichtige manier beleefd worden door alle burgers, mannen en vrouwen. Ze kan immers niet worden opgedeeld in een mannelijke en een vrouwelijke democratie. Het gaat om de bevestiging van een participatieve democratie, en niet om een verdeelde democratie, zelfs als die «paritair» zou zijn.

In het dagelijkse leven hebben zowel mannen als vrouwen een maatschappelijke taak te vervullen. Ook in politieke aangelegenheden moet de deelname van beide seksen gewaarborgd worden.

7. De wetsontwerpen die de regering thans aan het parlement heeft voorgelegd, zijn zeer voorzichtig en houden rekening met alle grondwettelijke beginselen. Ze nemen in hoofdzaak de maatregelen over die zijn voorgesteld door de commissie van juristen die het onderwerp heeft onderzocht en waarvan het verslag onlangs gepubliceerd is.

Die voorstellen hebben voorlopig enkel betrekking op de assemblee van de Republiek en ten dele ook op de Portugese verkozenen in het Europees Parlement. Dat zijn trouwens de twee assemblees waar het probleem duidelijk is en dringend om een oplossing vraagt.

Men hoopt dat die maatregelen zeer binnenkort ook toegepast kunnen worden op de regionale wetgevende assemblees en de collegiale organen van de plaatselijke besturen die rechtstreeks worden verkozen. Bovendien is het niet uitgesloten dat die maatregelen soepel worden toegepast op de directieorganen van de politieke partijen (gelet op artikel 51, 5, van de Grondwet, dat de deelname van alle leden aan het bestuur van de partijen voorschrijft) en ook op de commissies en andere instellingen waarvan de leden officieel worden aangewezen (zoals dat in andere Europese landen gebeurt).

8. De krachtlijnen van de wetgeving die de regering wil uitvaardigen, kunnen als volgt worden samengevat:

a) Het ontwerp heeft betrekking op de verkiezingen voor de assemblee van de Republiek en voor de Portugese leden van het Europees Parlement.

b) Het uiteindelijke doel is dat niet meer dan 67,3 % van de verkozenen van hetzelfde geslacht is. Of, anders gezegd, dat de minst vertegenwoordigde sekse toch ten minste 33,3 % van de verkozenen heeft.

c) Un tel objectif doit être atteint non seulement au niveau des candidatures mais, aussi, au niveau des résultats et l'on établit à cette fin, des règles relatives à la composition et à l'organisation des listes.

d) Pour atteindre l'objectif proposé, il est établi — à titre transitoire — un maximum de 75 % de participation du sexe le plus représenté dans les premières et deuxième élections après la date d'entrée en vigueur de la loi.

e) Ceci n'oblige pas à la modification du système électoral.

Le système électoral du Portugal est le même que celui de la Belgique, c'est-à-dire, un système proportionnel suivant la méthode «D'hondt». Il y a par conséquent, toujours des listes plurinominales. Ce n'est pas un système par représentation uninominale comme en France ou en Grande-Bretagne.

9. À un autre niveau, une norme spécifique sur la suspension du mandat de député ou de députée, à l'occasion de la naissance d'un enfant, est mise en évidence, permettant ainsi l'application d'une nouvelle norme constitutionnelle (celle de l'article 68, 4) et il est aussi prévu que les députés bénéficient de tous les autres droits et avantages prévus par la loi générale concernant la maternité.

10. Finalement, il serait bon de suggérer un mode de fonctionnement de l'assemblée qui permette aux députés et députées de concilier leurs activités politiques avec leur charge familiale [comme le prescrit l'article 59, 1, b), de la Constitution]. Cependant, comme il s'agit d'une matière relevant de l'organisation interne du parlement [article 175, a)], la loi ne peut s'en occuper.

Ainsi, conformément à l'alinéa a) du 1 de l'article 197 de la Constitution, le gouvernement présente à l'assemblée de la république la suivante proposition de loi:

#### Article 1<sup>o</sup>

Les listes de candidats aux élections pour l'assemblée de la république et pour le Parlement européen en ce qui concerne les députés à élire par le Portugal, doivent être composées de manière à garantir une plus grande égalité d'opportunités en ce qui concerne la participation politique des citoyens de chaque sexe.

#### Article 2<sup>o</sup>

1. Dans les quatre prochains scrutins pour l'assemblée de la république et pour le Parlement

c) Dit doel dient niet alleen te worden bereikt op het niveau van de kandidaatstellingen maar ook op het niveau van de resultaten en daartoe worden regels opgesteld die betrekking hebben op de samenstelling van de lijsten en de volgorde op die lijsten.

d) Om dat beoogde doel te bereiken is voorzien in een overgangsmaatregel die bepaalt dat op iedere lijst maximum 75 % van de kandidaten van hetzelfde geslacht mag zijn bij de eerste en de tweede verkiezing na de inwerkingtreding van de wet.

e) Hiervoor is geen wijziging nodig van het kiesstelsel.

Het Portugese kiesstelsel is hetzelfde als in België, dit wil zeggen een evenredige verdeling volgens de methode-D'hondt. Bijgevolg worden er altijd meerdere kandidaten verkozen en wordt er niet, zoals in Frankrijk of in Groot-Brittannië, gekozen voor één kandidaat.

9. Er is ook voorzien in een specifieke bepaling over de schorsing van het mandaat van de mannelijke of vrouwelijke verkozenen naar aanleiding van de geboorte van een kind, wat de toepassing mogelijk maakt van een nieuwe grondwetsbepaling (artikel 68, 4) en er is eveneens bepaald dat de verkozenen alle rechten en voordelen genieten waarin de algemene moederschapswet voorziet.

10. Ten slotte zou de assemblee een werkwijze moeten volgen die de mannelijke en vrouwelijke verkozenen in staat stelt hun politiek werk te verenigen met hun gezinsleven [cf. artikel 59, 1, b), van de Grondwet]. Aangezien dit echter een aangelegenheid is die betrekking heeft op de interne organisatie van het parlement [artikel 175, a)], kan dit niet in de wet worden geregeld.

Overeenkomstig artikel 197, 1, a), van de Grondwet, stelt de regering aan de assemblee van de Republiek het volgende wetsontwerp voor:

#### Artikel 1<sup>o</sup>

De kandidaatlijsten voor de verkiezingen voor de assemblee van de Republiek en voor het Europees Parlement, wat betreft de afgevaardigden die door Portugal worden verkozen, moeten op een zodanige wijze zijn samengesteld dat aan mannen en vrouwen gelijke kansen worden gegarandeerd om deel te nemen aan het politieke leven.

#### Artikel 2<sup>o</sup>

1. Bij de vier komende verkiezingen voor de assemblee van de Republiek en voor het Europees

européen, chacune des listes de candidats présentée ne pourra pas comprendre, dans les places effectives(1), successivement :

a) plus de 75 % de candidats du même sexe lors du premier et du deuxième scrutin électoral après l'entrée en vigueur de la présente loi;

b) plus de 66,7% de candidats du même sexe, lors du troisième et du quatrième scrutin électoral après l'entrée en vigueur de la présente loi.

2. Pour atteindre l'objectif proposé au point précédent, les listes ne peuvent pas contenir, respectivement, plus de trois et plus de deux candidats du même sexe à des places successives sur la liste.

3. Au cas où une liste n'observerait pas les dispositions des points précédents, le responsable en sera immédiatement averti afin de procéder à la correction dans un délai de trois jours, sous peine de rejet de la liste.

#### Article 3<sup>o</sup>

1. La naissance d'un enfant est motif suffisant pour obtenir une suspension du mandat d'une durée maximale de quatre mois pour chaque député ou députée de l'assemblée de la république.

2. Les députés bénéficient des droits et avantages prévus par la loi générale concernant la maternité.

Lu et approuvé en Conseil des ministres le 25 juin 1998.

Le groupe de travail dirigé par le professeur Miranda a aussi proposé d'autres dispositions légales qui n'ont toutefois pas été reprises dans le projet de loi du gouvernement. C'est ainsi qu'il avait prévu, par exemple, des sanctions à infliger aux partis politiques qui ne respectent pas le quota légal et une récompense pour ceux qui font plus que respecter le quota prévu.

### ***2.3 Réfutation de certains arguments qui ont été avancés contre la loi en projet***

Certaines personnes estiment qu'imposer une exigence de représentation des hommes et des femmes, c'est fracturer l'unité politique. Mais c'est bien le contraire, parce que, d'une part, le genre humain se compose de ces deux sexes, d'autre part, le problème n'est pas un problème au niveau du droit de vote ni au niveau de la composition de l'assemblée représentative. C'est seulement un problème au niveau des can-

(1) Au Portugal, chaque parti doit présenter, dans chaque circonscription électorale pour les élections législatives, un nombre de candidats suppléatifs égal au nombre de candidats effectifs.

Parlement mogen op de lijsten van de effectieve leden(1) niet meer dan :

a) 75 % van de kandidaten van hetzelfde geslacht zijn bij de eerste en de tweede verkiezingen na de inwerkingtreding van deze wet;

b) 66,7 % van de kandidaten van hetzelfde geslacht zijn bij de derde en de vierde verkiezingen na de inwerkingtreding van deze wet.

2. Om het in het voorgaande punt vooropgestelde doel te bereiken, mogen, in het geval bedoeld sub a), niet meer dan drie en, in het geval bedoeld sub b), niet meer dan twee kandidaten van hetzelfde geslacht na elkaar op de lijst voorkomen.

3. Worden de voorschriften van de voorgaande punten bij het opstellen van een lijst niet nageleefd, dan wordt aan de gemachtigde onmiddellijk een bericht gestuurd dat de lijst binnen drie dagen moet worden aangepast, zo niet wordt de lijst afgewezen.

#### Artikel 3<sup>o</sup>

1. De geboorte van een kind levert voldoende grond op voor de schorsing tot vier maanden van het mandaat van elke mannelijke of vrouwelijke verkozenen in de assemblee van de Republiek.

2. De verkozenen genieten van de rechten en voordelen waarin de algemene moederschapswet voorziet.

Gezien en goedgekeurd in de Ministerraad van 25 juni 1998.

De werkgroep onder leiding van professor Miranda stelde ook nog andere wetsbepalingen voor die in het wetsontwerp van de regering echter niet werden weerhouden: bijvoorbeeld sancties voor politieke partijen die de wettelijke quota niet respecteren en een beloning voor de politieke partijen die verder gaan dan de wettelijk voorziene quota.

### ***2.3 Weerlegging van een aantal bezwaren die zijn gerezen tegen het bedoelde wetsontwerp***

Sommigen menen dat eisen inzake de vertegenwoordiging van mannen en vrouwen het ondeelbare karakter van de politiek tenietdoen. Het tegendeel is echter het geval: enerzijds bestaat de mensheid nu eenmaal uit twee geslachten, anderzijds heeft dit probleem niet te maken met het stemrecht op zich of met de samenstelling van de representatieve assemblee, maar wel met de kandidaatstelling. Op het vlak van

(1) In Portugal moet iedere partij in iedere kieskring voor de parlamentsverkiezingen evenveel opvolgers voordragen als er effectieve kandidaten zijn.

didatures. Ce n'est pas un problème de capacité électorale active ou passive de représentation politique mais un problème de candidature. Il faut faire cette distinction. C'est essentiel. Certaines personnes disent parfois «si on veut faire des quotas pour des femmes, pourquoi pas faire des quotas pour les personnes âgées, les travailleurs intellectuels, les professeurs d'universités, les handicapés, ...» La réponse est que la différence est que les catégories susmentionnées sont des catégories contingentes. Ce sont des catégories qui dépendent des facteurs très variables et de facteurs qui ne sont pas permanents. Mais la diversité des sexes est une diversité structurelle de l'humanité.

Selon le professeur Miranda, l'hypothèse est grande au Portugal auprès des partis politiques qui sont contre une telle loi. En général, quand les listes de candidats aux élections sont préparées, les partis ont le souci d'établir une certaine répartition entre les jeunes, les ouvriers, juristes, et d'autres classes professionnelles et sociales. En pratique, tous les partis politiques adoptent déjà des quotas en fonction de plusieurs facteurs: par exemple, pour les élections européennes, la loi portugaise prévoit une circonscription unique. Toutefois, les principaux partis ont toujours eu à cœur d'assurer certains équilibres régionaux ou entre diverses catégories professionnelles. C'est seulement quand on arrive à la représentation des sexes que le problème se pose.

L'imposition de normes concernant les candidatures serait contraire au principe de la liberté d'association des partis politiques: on considère que, dans une démocratie représentative, les partis sont des personnes morales de droit privé et non pas des organes de l'État. Imposer des normes légales pour ce qui est de l'organisation interne des partis ou des candidatures aux élections serait contraire à la Constitution. L'on peut cependant réfuter cette objection en soulignant que, si les partis politiques ne sont des personnes morales de droit public ni au Portugal ni dans la plupart des pays, ils ne sont pas non plus de simples personnes morales de droit privé. Dans la plupart des pays, ils ont explicitement (comme au Portugal) ou implicitement un statut constitutionnel. Il y a, au Portugal, non seulement une loi sur les partis politiques, mais aussi plusieurs normes constitutionnelles qu'ils doivent respecter. Ainsi, l'article 51,5 de la Constitution dispose-t-il que les partis doivent respecter les principes de transparence, d'organisation et de gestion démocratiques et de participation de l'ensemble de leurs membres.

Dès lors que la Constitution impose directement des conditions pour ce qui est de l'organisation interne des partis politiques, elle peut a fortiori, de même que la loi avec elle, en application de la consti-

de politieke vertegenwoordiging moet men een duidelijk onderscheid maken tussen het actief en het passief kiesrecht — waaraan niet geraakt wordt —, en de kandidaatstelling. Sommigen beweren dat als men quota instelt voor vrouwen, men net zo goed quota kan instellen voor bejaarden, intellectuelen, hoogleeraren, gehandicapten, ... Deze categorieën zijn echter niet vergelijkbaar met een opdeling op grond van het geslacht: het gaat hier namelijk om toevallige opsplitsingen die afhangen van erg variabele en tijdelijke factoren. Het bestaan van twee geslachten daarentegen is eigen aan de mensheid.

Volgens professor Miranda heerst er in Portugal veel hypocrisie bij de politieke partijen die gekant zijn tegen een dergelijke wet. Bij het opmaken van de kandidatenlijsten zien de partijen erop toe dat jongeren, arbeiders, juristen, en andere beroepen en maatschappelijke groepen min of meer vertegenwoordigd zijn. In de praktijk werken ze dus allemaal met bepaalde quota. De wet bepaalt bijvoorbeeld dat er in Portugal maar één kieskring is voor Europese verkiezingen maar toch houden de belangrijkste partijen rekening met de regio's en met bepaalde beroeps categorieën. Alleen als men het heeft over de vertegenwoordiging van beide geslachten, rijzen er problemen.

Het opleggen van normen betreffende de kandidaatstelling zou in strijd zijn met de vrijheid van vereniging van de politieke partijen: men stelt dat de politieke partijen in een representatieve democratie privaatrechtelijke rechtspersonen zijn en geen organen van de Staat. Het zou ongrondwettelijk zijn wettelijke normen op te leggen wat de interne organisatie van politieke partijen betreft of wat de kandidaatstelling voor verkiezingen betreft. Tegen deze bezwaren kan echter opgeworpen worden dat, zowel in Portugal als in de meeste andere landen, de politieke partijen geen echte publiekrechtelijke rechtspersonen, maar ook geen louter privaatrechtelijke rechtspersonen zijn. Zij hebben in de meeste landen een grondwettelijk statuut, zij het impliciet, zij het expliciet (bijvoorbeeld Portugal). Er bestaat niet enkel een wet betreffende de politieke partijen, maar verscheidene grondwettelijke normen hebben betrekking op de politieke partijen: zo zegt bijvoorbeeld artikel 51,5 van de Portugese Grondwet dat de politieke partijen zich moeten organiseren in overeenstemming met de principes van transparantie, van democratische organisatie en beheer en van de participatie van al hun leden.

Indien de Grondwet rechtstreeks voorwaarden oplegt met betrekking tot de interne organisatie van de politieke partijen, dan mag de Grondwet en ter uitvoering hiervan ook een wet voorwaarden opleggen

tution, imposer des normes en ce qui concerne l'organisation des candidatures pour les organes de l'État, notamment pour le parlement. En effet, c'est par le biais de ces candidatures que les partis politiques participent à la vie politique. De plus, la Constitution portugaise a accordé, aux partis, pour des raisons historiques le monopole des candidatures aux élections. Les partis politiques sont seuls à pouvoir présenter des candidats aux élections législatives. Il est évident que, si la Constitution accorde ce privilège aux partis, elle leur impose aussi des devoirs en ce qui concerne l'exercice de ce privilège.

Une autre objection concerne le principe démocratique. En imposant des obligations pour ce qui est des listes de candidats, l'on porterait atteinte à la liberté des citoyens, puisqu'on limiterait leur liberté de choix. Certains estiment que, de la sorte, ce ne sont plus la compétence et les mérites des candidats qui jouent un rôle indépendamment de leur sexe, mais leur sexe même, et que les électeurs sont contraints de faire un choix sur la base du critère du sexe. Le professeur Miranda constate que ce genre d'arguments n'est invoqué que lorsque l'on se propose de mettre des femmes en avant. Il constate simplement qu'au Portugal, il est des parlementaires masculins au sujet desquels on se demande vraiment quelles pourraient être leurs compétences et/ou leurs mérites. Et pourtant, l'argument de la compétence n'a pas été évoqué à leur sujet. Par contre, il l'est pour ce qui est des femmes.

Du point de vue juridique, le professeur Miranda précise que le principe démocratique n'est pas un principe absolu. Si, dans un État de droit, le principe démocratique doit être proclamé comme étant un droit fondamental, il doit aussi être modulé en fonction d'autres principes. C'est ainsi qu'il y a par exemple, au Portugal, une limitation dans le temps du nombre de mandats que le président peut exercer. La présidence ne peut être exercée que deux fois successives par la même personne. Cette limitation du principe démocratique vise clairement à prévenir toute concentration du pouvoir. Le principe démocratique doit aussi être mis en concordance avec le principe de l'égalité de participation. C'est pourquoi le professeur Miranda estime que l'application de ce principe peut également être limitée par l'imposition de certaines normes en ce qui concerne la présentation des candidats.

D'autres critiques estiment que le souci de faire participer les femmes à la politique est une affaire d'autodiscipline des partis et qu'il faudrait laisser les partis régler la question de manière autonome, par le biais de leurs propres statuts. Ils trouvent que c'est aux partis politiques eux-mêmes qu'il appartient d'appliquer concrètement les dispositions des articles 9, h), et 109. Certains interprètent le texte de

mettre en relation avec la participation des partis politiques à la vie politique. En effet, c'est par le biais de ces candidatures que les partis politiques participent à la vie politique. De plus, la Constitution portugaise a accordé, aux partis, pour des raisons historiques le monopole des candidatures aux élections. Les partis politiques sont seuls à pouvoir présenter des candidats aux élections législatives. Il est évident que, si la Constitution accorde ce privilège aux partis, elle leur impose aussi des devoirs en ce qui concerne l'exercice de ce privilège.

Een ander bezwaar dat geformuleerd wordt, is gebaseerd op het democratisch beginsel. Het opleggen van verplichtingen betreffende de kandidaatlijsten schendt de vrijheid van de burgers. Zo wordt immers de keuzevrijheid van de kiezers beperkt. Men beweert dat op deze wijze niet de kwaliteit en de verdiensten van de kandidaten, los van het geslacht, een rol spelen. Zij worden verplicht te kiezen tussen mannen en vrouwen. Professor Miranda stelt vast dat dergelijke argumenten enkel naar voren worden gebracht wanneer men vrouwen wenst naar voren te schuiven. Hij stelt vast dat er in Portugal mannelijke parlementsleden zijn waarvan hij zich werkelijk afvraagt wat hun bijzondere kwaliteiten en/of verdiensten dan wel zouden zijn. Bij deze kandidaten heeft men nochtans niet opgeworpen dat zij onbekwaam zouden zijn. Deze vraag rijst echter wél wanneer men vrouwelijke kandidaten wenst naar voren te schuiven.

Vanuit juridisch oogpunt, verduidelijkt professor Miranda bovendien dat het democratische beginsel geen absoluut beginsel is. In een rechtsstaat moet het democratisch beginsel als een fundamenteel beginsel worden afgekondigd, maar het moet in overeenstemming gebracht worden met andere principes: zo bestaat er bijvoorbeeld in Portugal een beperking van het aantal mandaten in de tijd voor het presidentschap: het presidentschap mag slechts gedurende twee opeenvolgende mandaten door dezelfde persoon worden uitgeoefend. Dit is een beperking van het democratisch beginsel met een duidelijke doelstelling, namelijk machtsconcentratie tegengaan. Ook moet het democratisch beginsel in overeenstemming zijn met het principe van gelijke deelname. Vandaar dat professor Miranda van oordeel is dat dit beginsel ook mag beperkt worden door het opleggen van bepaalde normen bij de kandidaatstelling.

Anderen zijn van oordeel dat de bezorgdheid om de politieke participatie van vrouwen een zaak is die afhangt van de zelfdiscipline van de politieke partijen. De politieke partijen zouden de vrijheid moeten hebben om dergelijke aangelegenheden autonoom te regelen via de eigen partijstatuten. Zij zijn immers van oordeel dat het aan de politieke partijen zelf toekomt de bepalingen van de artikelen 9, h, en 109, zelf in te

l'article 109 de la Constitution, en ce sens qu'ils s'adressent directement non pas au législateur mais aux partis et imposerait à ceux-ci de réaliser l'égalité des chances des femmes et des hommes en ce qui concerne l'accès aux mandats politiques. Le professeur Miranda considère cependant que l'on pourrait tout aussi bien affirmer que le législateur doit intervenir, étant donné que l'autorégulation au niveau des partis politiques n'a pas fonctionné jusqu'à présent. En outre, l'article 109 de la Constitution prévoit expressément une telle intervention. En d'autres termes, si cet article vise effectivement les partis politiques, l'intervention du législateur reste nécessaire. En vertu de la Constitution, le législateur a le pouvoir et le devoir d'intervenir.

Enfin, le professeur Miranda constate que, comme au Portugal, le sujet de la réunion à laquelle il participe n'intéresse guère les hommes. Il estime toutefois que les hommes se trompent: en effet, il se pourrait fort bien que, d'ici 20 ou 30 ans, le problème se pose en sens inverse, qu'il y ait une loi ou non.

### 3. Échange de vues

La présidente remercie le professeur Miranda pour son exposé passionnant et constate que tous les points qu'il a abordés ont également été examinés par le comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes au cours de la discussion des propositions relatives aux femmes et la prise de décisions politiques<sup>(1)</sup> que les sénateurs ont déposées. Bien que des débats politiques analogues soient en cours en Belgique, au Portugal et dans d'autres pays européens — la Belgique est sans doute déjà plus avancée que le Portugal sur le plan législatif, étant donné que la loi du 24 mai 1994 visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections à déjà des quotas — il n'y a malheureusement pas chez nous de débat scientifique semblable à celui qui est mené dans ces pays-là. Le débat scientifique et juridico-constitutionnel n'a pas atteint, en Belgique, le même niveau qu'au Portugal. L'intervenante estime qu'il y a une lacune singulière en la matière et elle espère que les choses changeront dans un proche avenir.

Une commissaire remercie le professeur Miranda pour son exposé très circonstancié: il a donné un aperçu à la fois de la nécessité d'assurer l'égalité des

vullen. Sommigen interpreteren de tekst van artikel 109 van de Grondwet zodanig dat de bestemming ervan niet de wetgever is maar de politieke partijen zelf. Men interpreteert artikel 109 van de Grondwet dan zodanig dat de politieke partijen rechtstreeks vanuit de Grondwet de opdracht hebben om de gelijke kansen voor vrouwen en mannen voor wat de toegang tot politieke ambten betreft, waar te maken zonder dat de wetgever moet tussenkomen. Professor Miranda is echter van oordeel dat men even goed kan stellen dat, aangezien tot op vandaag deze zelfregulering van de politieke partijen niet heeft gefunctioneerd, de wetgever moet tussenkomen. Bovendien is dit zelfs letterlijk voorzien in de tekst van artikel 109 van de Grondwet. Waar met andere woorden de politieke partijen de uiteindelijke bestemmingen zijn van artikel 109 van de Grondwet, is er toch een tussenkomst nodig van de wetgever. De wetgever heeft rechtstreeks in functie van de Grondwet de macht en de plicht tussen te komen.

Tenslotte stelt Professor Miranda vast dat het onderwerp waarover deze vergadering handelt, zoals in Portugal, slechts zeer weinig mannen aanspreekt. Hij meent echter dat de mannen zich vergissen: het zou immers best kunnen dat binnen 20 tot 30 jaar het probleem zich in omgekeerde zin stelt, met of zonder een wet.

### 3. Gedachtewisseling

De voorzitter dankt Professor Miranda voor zijn boeiende uiteenzetting en stelt vast dat al de elementen die in zijn uiteenzetting aan bod kwamen, ook ter sprake zijn gekomen in het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen tijdens de bespreking van de door de senatoren ingediende voorstellen met betrekking tot «vrouwen en politieke besluitvorming». <sup>(1)</sup> Hoewel er gelijkaardige politieke debatten gaande zijn in België en Portugal en in andere Europese landen — België staat op wetgevend vlak wellicht reeds een stap verder dan Portugal aangezien België met de wet van 24 mei 1994 ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen reeds een quotawet heeft —, kent België spijtig genoeg niet hetzelfde wetenschappelijk debat. Het wetenschappelijk en juridisch-constitutioneel debat heeft in België niet hetzelfde niveau bereikt als het Portugese niveau. Zij vindt dit een opmerkelijke lacune en hoopt dat dit in de nabije toekomst verandert.

Een lid dankt professor Miranda voor zijn zeer uitvoerige uiteenzetting: hij heeft tegelijkertijd een overzicht gegeven van de noodzaak van de gelijke kansen

(1) Voir le doc. Sénat, n° 1-584/2.

(1) zie Stuk Senaat, nr. 1-584/2.

chances entre les femmes et les hommes dans la politique et des difficultés que soulève, pour ce qui est du fonctionnement de la démocratie, l'inscription de femmes sur les listes de candidats aux élections. L'intervenante aimerait approfondir l'examen des problèmes cités et souligne que, lors de la constitution des listes, les partis politiques sont confrontés à diverses obligations. En effet, les partis politiques doivent pouvoir représenter les différents rouages de la société, en fonction de leur projet politique. C'est une obligation à laquelle ils satisfont déjà, non sans difficultés.

Un deuxième problème, qui surgit notamment au cours des campagnes électorales, est lié au fait que, même si les partis politiques veulent promouvoir des candidates qui sont porteuses d'un projet politique relatif à la citoyenneté (parité et vision sociale progressive), il leur faut relever le défi des élections, qui est le défi par excellence, et obtenir une victoire électorale. Ce sont les candidats qui doivent apporter les voix requises. La tentation est dès lors, très grande de ne se fier qu'aux expériences réussies du passé. Comme ce sont principalement des expériences masculines, les partis politiques craignent de placer de nouveaux candidats, et donc aussi des candidates, sur les listes électorales. Si l'on veut augmenter le nombre de candidates sur les listes électorales et le nombre d'élu(e)s au Parlement, l'on doit s'adresser d'abord aux partis politiques, mais aussi aux diverses associations féminines qui existent. L'intervenante estime qu'il y a lieu d'associer d'urgence ces dernières à l'examen de la problématique en question. Elle craint en effet, qu'en raison desdites obligations auxquelles les partis politiques doivent satisfaire, la voie qui consiste à passer par les seuls partis politiques ne soit trop lente. Elle demande à cet égard l'avis du professeur Miranda.

Le professeur Miranda dit partager l'opinion de la commissaire. Il estime que les partis politiques doivent effectivement représenter les diverses couches sociales, mais constate que, s'ils se sentent obligés de représenter les ouvriers, les intellectuels, les diverses régions, les jeunes, les seniors, ils ne se sentent, assez curieusement, pas tenus de représenter les femmes. Ils réussissent depuis longtemps à être représentatifs de toutes les couches sociales, mais pas des femmes. Le problème en question lui paraît être un problème d'autodiscipline. En ce qui concerne le deuxième point, il partage également l'avis de la commissaire, selon lequel les partis politiques hésitent à prendre des risques lors de la constitution des listes de candidats aux élections et préfèrent miser sur les personnalités connues. Le professeur Miranda n'en pense pas moins que l'opposition fréquente des partis politiques à toute rénovation constitue un problème beaucoup plus grave. C'est ainsi que si la classe politique portugaise n'est apparue qu'il y a environ 25 ans. Avant

pour les femmes et les hommes en de la politique et van de moeilijkheden waarmee het functioneren van de democratie wordt geconfronteerd om vrouwen als kandidaat op de kieslijsten te krijgen. Zij wenst dieper in te gaan op de aangehaalde problemen. Zo wijst zij erop dat politieke partijen bij de lijstvorming met verschillende verplichtingen worden geconfronteerd. In functie van hun politieke project moeten de politieke partijen inderdaad de verschillende geleidingen van de maatschappij kunnen vertegenwoordigen. Dit is een verplichting waaraan ze vandaag de dag reeds voldoen maar die niet zo eenvoudig is.

Een tweede probleem tijdens onder meer kiescampagnes is dat, zelfs indien de politieke partijen de intentie hebben vrouwelijke kandidaten te bevorderen die ook drager zullen zijn van een politiek project met betrekking tot het burgerschap (pariteit en sociale progressieve visie), dé uitdaging bij de verkiezingen voor de politieke partijen, het behalen van een verkiezingsoverwinning is. Het zijn de kandidaten die hiervoor stemmen moeten aanbrengen. Hierdoor is de verleiding zeer groot enkel te vertrouwen op geslaagde experimenten van het verleden. Aangezien deze voornamelijk mannelijk zijn, bestaat er in hoofdte van de politieke partijen vrees om nieuwe — en ook vrouwelijke — kandidaten op de kieslijsten te zetten. Indien men wenst dat er meer vrouwelijke kandidaten op de kieslijsten komen en ook verkozen in het parlement, moet men zich daarvoor in de eerste plaats wenden tot de politieke partijen maar ook tot de verschillende vrouwenverenigingen. Deze laatste moeten dringend bij deze problematiek betrokken worden want omwille van de hoger vermelde verplichtingen waaraan de politieke partijen moeten voldoen, vreest het lid dat de weg via de politieke partijen alleen té langzaam zal verlopen. Zij vraagt de mening over deze stelling aan professor Miranda.

Professor Miranda deelt de mening van het lid. Het is inderdaad zo dat de politieke partijen de verschillende geleidingen van de maatschappij moeten vertegenwoordigen. Maar hij stelt vast dat de politieke partijen zich verplicht voelen de arbeiders, de intellectuelen, de verschillende regio's, de jongeren, de senioren, te vertegenwoordigen maar dat zij zich eigenaardig genoeg niet verplicht voelen om de vrouwen te vertegenwoordigen. Zij slagen er reeds sedert lang in alle geleidingen van de maatschappij te vertegenwoordigen, behalve dan de vrouwen. Dit is volgens de spreker een probleem van zelfdiscipline. Wat het tweede punt betreft, deelt hij ook de mening van het lid: de politieke partijen deinzten ervoor terug risico's te nemen bij de vorming van de kandidatenlijsten voor de verkiezingen: zij wedden liever op vertrouwde paarden. Maar een veel ernstiger probleem is volgens professor Miranda het feit dat de politieke partijen zich vaak tegen vernieuwing verzetten. Zo is bijvoorbeeld de Portugese politieke klasse pas ontstaan

cela, le Portugal vivait sous une dictature. Le Portugal est encore presque exclusivement dirigé par des hommes qui ont accédé au pouvoir au lendemain de l'entrée en vigueur de la Constitution de 1976. Il y a une très forte opposition au changement qui provoque une crise de la démocratie représentative au Portugal, comme dans d'autres pays. Les femmes, mais elles ne sont pas seules, sont victimes de l'attitude figée qui en résulte.

L'intervenant déclare que c'est la raison pour laquelle il a déjà proposé d'inscrire dans la Constitution portugaise, une limitation dans le temps du nombre de mandats pouvant être exercés par les parlementaires et les maires, par exemple, par analogie avec ce que l'on a décidé en ce qui concerne le président de la république. Ces problèmes de concentration du pouvoir existent non seulement au Portugal, mais aussi dans d'autres pays, comme en France. Cette situation est très néfaste à la démocratie. La démocratie a besoin de renouveau. Notre société de rendement est confrontée à une absence de régénération démocratique qui est très préjudiciable. Il s'agit d'un problème général, dont la sous-représentation des femmes en politique est toutefois l'une des conséquences.

Enfin, le professeur Miranda précise qu'au Portugal, les femmes sont généralement bien représentées au sein des associations de la société civile. La situation y est en tout cas meilleure que dans le monde politique.

Une des rapporteuses se dit impressionnée par les propos détaillés du professeur Miranda. Elle partage le sentiment de l'intervenant selon lequel le problème clé vient de la concentration des pouvoirs. Or, ce problème ne fait pas partie du débat politique belge. L'intervenante souhaiterait que le professeur Miranda fournisse des précisions sur les deux points suivants :

— Un des arguments avancés en faveur de l'instauration d'un régime légal de quotas consistait à dire que le genre humain est composé de deux sexes. Quel est le point de vue de professeur en ce qui concerne les régimes de quotas par catégorie d'âge ? L'on pourrait en effet très bien poser que le genre humain se compose également de diverses catégories d'âge. Faudrait-il aussi prévoir dans ce cas des régimes de quotas spécifiques ?

— Comment fait-on au Portugal pour remplacer en cours de législature une parlementaire en congé de maternité ?

Le professeur Miranda répond à la première question, qu'au Portugal, il y a des représentants des fédérations de jeunes au sein des cadres des principaux partis politiques qui siègent au Parlement. Lorsque les

sedert ongeveer 25 jaar (voorheen was er de dictatuur), maar Portugal wordt vandaag de dag nog bijna volledig bestuurd door dezelfde mannen die aan de macht zijn gekomen na de inwerkingtreding van de Grondwet van 1976. Er bestaat een zeer groot verzet tegen verandering. Dit veroorzaakt in Portugal, maar ook in andere landen, een crisis van de representatieve democratie. Vrouwen, maar ook anderen, zijn slachtoffer van deze verstarde houding.

Vandaar dat de spreker in Portugal reeds heeft voorgesteld in de Grondwet een beperking in de tijd van het aantal mandaten in te schrijven voor bijvoorbeeld parlementsleden en burgemeesters, naar analogie met de beperking die geldt voor de president van de republiek. Dergelijk probleem van machtsconcentratie bestaat niet enkel in Portugal, maar ook in andere landen, bijvoorbeeld in Frankrijk. Maar deze situatie is zeer slecht voor de democratie. Democratie heeft nood aan vernieuwing. Onze prestatie maatschappij wordt geconfronteerd met een niet-vernieuwing van de democratie en dat is zeer schadelijk. Het is een algemeen probleem waarvan echter ook de vrouwelijke ondervertegenwoordiging in de politiek een gevolg is.

Ten slotte verduidelijkt professor Miranda dat de vrouwen in Portugal over het algemeen goed vertegenwoordigd zijn in de verenigingen van het Middenveld. De situatie is er in elk geval veel beter dan in de politiek.

Eén van de rapporteurs geeft te kennen onder de indruk te zijn van de grondigheid waarmee professor Miranda de problematiek heeft benaderd. Zij deelt de mening van de spreker dat het probleem van de machtsconcentratie echt het kernvraagstuk is. Dit probleem wordt echter in het politieke debat in België niet besproken. Het lid wenst van professor Miranda verduidelijking over de volgende twee punten :

— Één van de aangehaalde argumenten voor een wettelijke quota-regeling was dat de mensheid bestaat uit twee geslachten. Wat is de mening van de professor over quotaregelingen voor leeftijdscategorieën ? Men zou immers kunnen stellen dat de mensheid ook bestaat uit verschillende leeftijdscategorieën. Zou men daarvoor dan ook quotaregelingen moeten voorzien ?

— Hoe wordt een vrouwelijk parlementslid in Portugal vervangen tijdens een legislatuur ingeval zij haar zwangerschapsverlof opneemt ?

Professor Miranda verduidelijkt bij wijze van antwoord op de eerste vraag dat in Portugal in de partijkaders van de grote politieke partijen die in het Parlement zijn vertegenwoordigd, vertegenwoordigi-

partis politiques établissent leurs listes de candidats pour les élections, ils pensent à y placer certains jeunes. Les fédérations de jeunes en question jouissent souvent d'une grande autonomie au sein du parti. C'est ainsi que certaines propositions de loi de jeunes parlementaires socialistes, ont soulevé pas mal de difficultés au gouvernement portugais. Autrement dit, même à défaut de régime légal prévoyant des quotas, les jeunes sont bien représentés au Parlement. Vu la moyenne d'âge élevée des parlementaires, il n'est en tout cas pas nécessaire aujourd'hui de se préoccuper davantage de la représentation des seniors au Parlement. Le professeur Miranda se dit opposé par principe à un régime de quotas par catégories d'âge. Le sexe est un élément spécifique pour ce qui est du genre humain. L'intervenant souligne que les catégories d'âge et les autres catégories envisageables sont, quant à elles, évolutives et d'importance secondaire.

En ce qui concerne la suspension du mandat d'un parlementaire en cas de congé de maternité, l'article 153, 2, de la Constitution portugaise prévoit qu'une loi règle son remplacement temporaire. Une loi relative au statut des parlementaires règle entre autres ce remplacement temporaire. Il y a toutefois un problème qui vient de ce que le système du remplacement temporaire est conçu de manière assez large et qu'il vaut notamment pour les cas de maladie, pour d'autres obligations professionnelles, etc. Il s'ensuit que l'on abuse assez largement de ces régimes de remplacement. À preuve, le fait que la majorité des parlementaires qui ont été élus en octobre 1995 ont déjà été remplacés et ce, pour diverses raisons et, notamment parce qu'au moment des élections, les partis politiques s'efforcent autant que possible de placer sur leurs listes de candidats des personnes qui jouissent d'une certaine popularité et, par exemple, des bourgmestres. Or, comme la loi interdit le cumul d'un mandat de parlementaire et d'un mandat de bourgmestre, les bourgmestres élus doivent renoncer à leur mandat de parlementaire ou en demander la suspension. Dans ce dernier cas, le candidat effectivement élu est remplacé par son suppléant. Le professeur Miranda est d'avis qu'il faudrait renforcer considérablement la législation en la matière. Mais la suspension pour cause de congé parental est tout à fait objective et justifiée à ses yeux. Au terme de la période de suspension, le parlementaire féminin ou masculin élu réintègre le Parlement s'il le souhaite. Il suffit que l'intéressé(e) communique sa décision en la matière par lettre au président de l'assemblée législative. C'est un système très simple, peut-être même trop simple.

Une sénatrice note qu'il ressort de l'exposé du professeur Miranda sur la participation des femmes à la vie politique que nos démocraties sont gravement

gers van jongerenverenigingen zijn opgenomen. Wanneer de politieke partijen de kandidatenlijsten voor de verkiezingen opstellen, houden zij er rekening mee een aantal jongeren als kandidaat op de lijst te plaatsen. Vaak functioneren deze jongerenverenigingen op een zeer autonome wijze binnen het kader van de moederpartij. Zo heeft de Portugese regering heel wat moeilijkheden gehad in het Parlement met een aantal wetsvoorstellen ingediend door jonge socialistische parlementsleden. Zelfs zonder wettelijke regeling inzake quota zijn de jongeren met andere woorden goed vertegenwoordigd in het Parlement. Extra aandacht voor de vertegenwoordiging van senioren in het Parlement is vandaag de dag alleszins niet nodig gezien de hoge gemiddelde leeftijd van veel parlementsleden. Principieel is professor Miranda tegen quota voor leeftijdscategorieën. Het geslacht is een eigenschap inherent aan de mensheid. Wat de leeftijdscategorieën en andere mogelijke onderverdelingen betreft, wijst de spreker erop dat het veranderlijke en bijkomstige categorieën zijn.

Wat de opschorting van het parlementair mandaat betreft bij zwangerschapsverlof, is er in artikel 153, 2 van de Portugese Grondwet voorzien dat een wet de tijdelijke vervanging van het parlements lid in kwestie regelt. Een wet betreffende het statuut van de parlementsleden regelt onder meer deze tijdelijke vervanging. Het probleem is dat dit systeem van tijdelijke vervanging nogal ruim is opgevat: bijvoorbeeld ingeval van ziekte, andere beroepsverplichtingen,... Gevolg is dat er nogal wat misbruik wordt gemaakt van deze vervangingsregelingen. Illustratie hiervan is dat de meerderheid van de parlementsleden die in oktober 1995 waren verkozen momenteel reeds vervangen zijn door anderen. De redenen hiervoor zijn nogal divers: bij de verkiezingen proberen de politieke partijen zoveel mogelijk prestigieuze personen als kandidaat op hun kandidatenlijsten te zetten, bijvoorbeeld burgemeesters. Er bestaat echter een wettelijk verbod van cumul van een parlementair mandaat en het uitoefenen van het ambt van burgemeester. Deze burgemeesters vragen ofwel de verzaking ofwel de opschorting van hun parlementair mandaat. Het zijn dan de opvolgers die in de plaats komen van de effectief verkozen kandidaten. Professor Miranda is van oordeel dat de wetgeving terzake zeer sterk zou moeten worden verstrakt. Maar opschorting om reden van ouderschap is volgens hem een volstrekt objectieve en verantwoorde reden. Na de periode van opschorting komt het verkozen parlements lid, indien hij/zij dit wenst, terug in het Parlement. Het volstaat dat de betrokkene zijn/haar wens terzake per brief kenbaar maakt aan de voorzitter van de wetgevende vergadering. Het is een zeer eenvoudig systeem, wellicht is het een beetje té eenvoudig.

Een senator merkt op dat uit de uiteenzetting over de politieke participatie van vrouwen van professor Miranda duidelijk is gebleken hoezeer onze democra-

sclérosées et qu'un rajeunissement s'impose. Elle estime qu'il importe de souligner que le parti écologiste dont elle fait partie, et qui est un parti relativement jeune, définit une série de règles internes dont il pourrait être intéressant de s'inspirer pour résoudre les problèmes évoqués: il s'agit, par exemple, de la limitation dans le temps de l'exercice des mandats, de l'élaboration d'un régime valable en matière de congé politique, de la limitation du cumul de mandats, etc. De telle mesure contribueront, selon la sénatrice, à un renouvellement général et, partant, à une féminisation de la démocratie. Elle souligne également qu'une enquête récente concernant les résultats des élections de 1995 a révélé que les femmes bénéficient de plus en plus de votes de préférence.

Enfin, la sénatrice souhaiterait obtenir quelques précisions sur les raisons pour lesquelles les femmes ne participent pas à la vie politique. Les difficultés de combiner un mandat politique et la vie familiale peut être une de ces raisons, mais n'est probablement pas la seule. En effet, le professeur Miranda a lui-même évoqué, à titre d'exemple, la nette sous-représentation des étudiantes dans les organes d'administration de la faculté de droit de l'université de Lisbonne, dont la population étudiante est pourtant constitué de 70 % de femmes qui n'ont, pour la plupart, pas encore de charges familiales. Mais peut-être est-ce pour d'autres raisons que les femmes participent dans une moindre mesure à la vie politique? Il se pourrait que l'image sclérosée de la politique joue un rôle important en la matière.

Il est difficile, selon le professeur Miranda, de savoir pourquoi si peu d'étudiantes se portent candidates pour les organes administratifs des universités. Sans doute, cela s'explique-t-il encore par l'environnement culturel général des étudiantes et des jeunes en général. En outre, les étudiantes s'occupent généralement beaucoup plus sérieusement de leurs études que les étudiants. Elles se concentrent généralement davantage sur leurs études et craignent sans doute que participer à la gestion administrative de l'université ne les détourne de leur objectif principal, à savoir celui des études. Elles étudient probablement aussi plus sérieusement parce qu'elles veulent prouver ce qu'elles valent.

Une autre membre dit avoir éprouvé beaucoup de satisfaction à entendre l'exposé du professeur Miranda. Elle est également frappée de constater qu'au Portugal, l'on parvient apparemment à parler beaucoup plus librement de la question qu'en Belgique. Elle constate qu'il y a bien, dans notre pays, des résistances concernant ce thème. L'on considère plutôt chez nous que l'on est devant une «prise de pouvoir par les femmes». Certains hommes envisagent de lancer, à l'occasion des prochaines élections, le slogan suivant: «Votez pour un homme tant que c'est encore possible». La crainte existe de voir une

tieën vastgeroest zijn en hoezeer er nood is aan een verjonging. Als lid van een groene partij — die een relatief jonge politieke partij is — hecht zij er belang aan erop te wijzen dat de politieke partij waarvan zij deel uitmaakt zelf reeds een aantal interne regels heeft vastgesteld die ook interessant kunnen zijn om aan de eerder geschetste problemen te verhelpen: bijvoorbeeld beperking van het uitoefenen van mandaten in de tijd, een goede regeling voor politiek verlof, beperking van de cumul van mandaten,... Dergelijke maatregelen zullen volgens de senator bijdragen tot een algemene vernieuwing en dus ook een vervrouwelijking van de democratie. Tevens wijst zij erop dat uit recent onderzoek van de verkiezingsuitslagen van 1995 gebleken is dat er meer en meer voorkeurstemmen uitgebracht worden op vrouwen.

Ten slotte wenst de senator verduidelijking bij de beweegredenen waarom vrouwen niet aan politiek doen. De moeilijkheden van combinatie van een politiek mandaat en gezin kan een oorzaak zijn maar is wellicht niet de enige oorzaak. Immers professor Miranda haalde zelf het voorbeeld aan van de grote ondervertegenwoordiging van vrouwelijke studenten in de bestuursorganen van de rechtsfaculteit van de Universiteit van Lissabon, terwijl 70% van de rechtsstudenten vrouwen zijn. Deze studenten hebben meestal toch nog geen gezinslast. Zijn er misschien nog andere redenen waarom vrouwen minder participeren aan het politiek beleid? Het heeft misschien wel te maken met het vastgeroeste imago dat de politiek heeft.

Professor Miranda denkt dat de reden waarom de vrouwelijke studenten zich minder kandidaat stellen voor de bestuursorganen van de universiteit moeilijk te achterhalen is. Wellicht heeft het nog steeds met een algemene cultuur te maken bij de vrouwelijke jongeren en de jongeren in het algemeen. Bovendien zij de vrouwelijke studenten overwegend veel ernstigere studenten dan hun mannelijke collega's. Zij concentreren zich doorgaans met meer overgave op hun studies en vrezen wellicht dat deelname aan het bestuurlijk beleid van de universiteit hen zou kunnen afleiden van hun hoofddoelstelling, namelijk studeren. Zij studeren waarschijnlijk ook harder vanuit de bezorgdheid dat ze zich moeten bewijzen.

Een volgend lid geeft toe dat de uiteenzetting van professor Miranda haar als muziek in de oren klonk. Het valt haar bovendien op dat deze materie in Portugal veel meer bespreekbaar lijkt dan in België. Zij stelt vast dat er in België heel wat weerstand bestaat ten opzichte van dit thema. Men beschouwt het veeleer als een «machtsgreep van de vrouwen». Sommige mannen denken eraan bij de komende verkiezingen de volgende slogan te gebruiken: «stem voor een man nu het nog kan». Men vreest dat een volledige, nu nog jonge generatie mannen, niet meer de mogelijkheid zal krijgen om te kunnen zetelen in het Parlement. Het

génération entière d'hommes encore jeunes aujourd'hui ne plus pouvoir siéger au Parlement. L'intervenante se réjouit que le professeur Miranda rattache le problème à la notion de «citoyenneté». En effet, la «citoyenneté» implique un élément de responsabilité des deux sexes dans notre société. C'est le mot clé dans le domaine de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Les gens qui s'opposent à l'inscription de quotas dans la loi déclarent parfois que cela n'est plus nécessaire, étant donné que les femmes occupent de plus en plus de positions importantes dans notre société. L'on constate toutefois que ce n'est pas le cas en politique. C'est dû, selon la membre, à l'image que l'on a de la politique: elle ne tiendrait pas suffisamment compte des aspirations des femmes et elle serait corrompue. Quels arguments, outre celui qui consiste à invoquer le principe démocratique, le professeur Miranda pourrait-il encore avancer pour encourager les femmes à s'engager en politique?

La membre partage l'avis du professeur Miranda sur la démocratie parallèle. La constitution de listes électorales séparées entraînerait la constitution de parlements séparés. Cela signifierait qu'il y aurait non plus 7 assemblées législatives en Belgique mais 14. Elle attire en outre l'attention sur la déclaration du professeur Miranda, selon laquelle les hommes et les femmes votent pour des hommes et des femmes. Elle se demande dès lors s'il est vraiment nécessaire d'encourager les femmes à voter pour des femmes. Une action visant à inciter les femmes à voter en faveur des femmes aurait-elle vraiment un sens? L'intervenante pense que oui. Elle demande, pour finir, si l'on a inscrit dans le règlement d'ordre intérieur du Parlement portugais des mesures concernant la «féminisation» des activités, par exemple en interdisant les réunions de nuit, en organisant l'accueil des enfants au Parlement, etc.

Le professeur Miranda répond aux deux premières questions de la membre que tout est une question d'éducation à la citoyenneté. C'est par cette voie seulement que l'on pourra rajeunir la classe politique. En outre, c'est par cette voie que l'on pourra faire en sorte que les femmes décident d'elles-mêmes de voter pour des femmes. Il souligne cependant qu'au Portugal, l'on ne peut pas émettre de voix de préférence, seul un vote de tête de liste est possible. Bien que les préférences personnelles jouent un rôle important pour l'électeur, le choix des partis politiques est déterminant pour ce qui est du résultat.

Les citoyens doivent trouver un équilibre entre l'expression de leurs préférences politiques et idéologiques et l'expression de la confiance qu'ils ont dans les candidats proposés. Abstraction faite des élections présidentielles — pour lesquelles les partis politiques ne peuvent pas présenter de candidats mais au cours desquelles l'on élit des individus — les élections législatives au Portugal sont fondées surtout sur des idéo-

lid is verheugd over het feit dat professor Miranda de problematiek ook kadert in de notie «burgerschap». «Burgerschap» houdt immers een element van verantwoordelijkheid in, de verantwoordelijkheid van beide geslachten in onze maatschappij. Dit is het sleutelwoord als het gaat over gelijke kansen voor vrouwen en mannen.

De tegenstanders van wettelijke quotaregelingen argumenteren soms dat dergelijke wetten niet meer nodig zijn omdat vrouwen steeds meer belangrijke posities innemen in onze maatschappij. Maar men stelt vast dat dit niet het geval is in de politiek. Dit is volgens het lid te wijten aan het imago dat de politiek heeft: politiek zou niet vrouwvriendelijk en corrupt zijn. Welke argumenten zou professor Miranda nog gebruiken, naast het democratische principe, om vrouwen te overhalen de stap naar de politiek te zetten?

Het lid deelt de mening van professor Miranda over de parallelle democratie. Aparte kieslijsten zou tot aparte parlementen leiden. Dit zou voor België betekenen dat er niet 7 maar 14 wetgevende vergaderingen zouden bestaan. Zij wijst bovendien op de uitspraak van professor Miranda dat mannen en vrouwen stemmen op mannen en vrouwen. Zij vraagt zich dan toch af of het echt nodig is vrouwen te motiveren om op vrouwen te stemmen. Heeft een «Stem vrouw»-actie naar vrouwen toe dan wel zin? Persoonlijk denkt het lid van wel. Ten slotte wenst het lid te vernemen of er in het huishoudelijk reglement van het Portugese Parlement maatregelen genomen zijn die betrekking hebben op het «vrouwvriendelijk» maken van de werkzaamheden, bijvoorbeeld verbod op nachtvergaderingen, kinderopvang binnen het Parlement...

Professor Miranda antwoordt op de twee eerste vragen van het lid dat het een kwestie van opvoeding tot burgerschap is. Het is enkel via deze weg dat een verjonging van de politieke klasse mogelijk is. Tevens zullen via deze weg vrouwen er meer uit zichzelf toe worden aangezet om voor vrouwen te stemmen. Hij benadrukt wel dat men in Portugal geen voorkeurstemmen kan uitbrengen, enkel lijststemmen. Hoewel persoonlijke voorkeuren een belangrijke rol spelen voor de kiezer, is de keuze van de politieke partijen van doorslaggevend belang naar het resultaat toe.

De burgers moeten een evenwicht zoeken tussen hun politieke en ideologische voorkeur en het vertrouwen dat zij hebben in de voorgestelde kandidaten. Anders dan voor de presidentsverkiezingen — waar de politieke partijen geen kandidaten mogen naar voren schuiven maar waar voor individuen wordt gekozen — zijn de parlementsverkiezingen in Portugal voornamelijk gebaseerd op ideologieën met

logies qui visent à la conclusion d'un accord de gouvernement. Les élections présidentielles sont basées sur la confiance individuelle que les électeurs accordent à un candidat donné, abstraction faite des préférences idéologiques et politiques. Pour ce qui est des élections législatives et des élections pour les entités locales, ce sont les partis politiques qui présentent les candidats. Jusqu'à présent, l'on n'a pas pu déterminer, au Portugal, si l'électeur vote consciemment ou non pour une femme ou pour un homme. C'est dû au fait qu'il n'y a eu, jusqu'à présent, que peu de candidates. Il est vrai que, dans des cas exceptionnels, certains partis politiques ont présenté des femmes en tête de liste. Le professeur Miranda pense que les femmes voteront sans doute consciemment pour des candidates. Il le déduit du fait qu'un sondage organisé après le dépôt d'un projet de loi relatif aux quotas au Parlement portugais, a montré que plus de 60% des personnes interrogées ont déclaré être en faveur d'un quota légal. Selon le professeur Miranda, l'on pourrait dès lors soumettre facilement cette matière à un référendum et les partis politiques pourraient laisser leurs parlementaires libres d'opter ou non pour l'instauration d'un quota légal.

Le professeur Miranda partage l'avis de l'intervenante précédente, selon lequel l'éducation à la citoyenneté est très importante.

Enfin, il précise que, jusqu'à présent, l'on n'a rien inscrit dans le règlement d'ordre intérieur du Parlement portugais en faveur de la participation politique des femmes. Les femmes parlementaires sont traitées sur un pied d'égalité avec leurs collègues masculins. Il n'existe aucune disposition sur les réunions de nuit, aucun service d'accueil pour les enfants des parlementaires, etc.

Par contre, plusieurs universités organisent bel et bien déjà un accueil pour les enfants des professeurs et des étudiants.

Le gouvernement portugais ne peut rien faire dans ce domaine pour lequel il n'est pas compétent.

Il appartient au Parlement lui-même de prendre des mesures en la matière. Le professeur Miranda espère que le Parlement portugais adaptera son règlement.

L'une des rapporteuses demande au professeur Miranda comment l'on peut influencer concrètement les partis politiques et comment l'on peut arriver à modifier la structure interne d'un parti politique en se fondant sur des dispositions constitutionnelles.

L'intervenante attire l'attention sur le fait qu'en France, il y a un vif débat au Parlement concernant l'inscription dans la Constitution française d'une

het oog op de uitwerking van een regeerakkoord, terwijl de presidentiële verkiezingen gebaseerd zijn op het individueel vertrouwen dat men voor een bepaalde kandidaat heeft, de ideologische en politieke voorkeuren daarbij overstijgend. Voor de parlementsverkiezingen en de verkiezingen voor de lokale entiteiten, zijn het de politieke partijen die de kandidaten voordragen. Tot nu toe heeft men in Portugal nog niet kunnen vaststellen of de kiezer bewust voor een vrouw of een man stemt. Dit is mede te verklaren door het feit dat er op vandaag weinig vrouwelijke kandidaten waren. Het is wel zo dat bij wijze van uitzondering sommige politieke partijen vrouwen als lijsttrekker hebben naar voren geschoven. Professor Miranda denkt dat vrouwen wellicht bewust voor vrouwelijke kandidaten zullen stemmen. Hij leidt dit af uit het feit dat er naar aanleiding van de indiening van het wetsontwerp betreffende de quota in het Portugese Parlement een enquête werd gehouden en daaruit bleek dat meer dan 60% van de ondervraagden verklaarden voorstander te zijn van een wettelijke quotaregeling. Volgens professor Miranda zou men deze aangelegenheid dan ook gerust kunnen onderwerpen aan een referendum en bijgevolg zouden de politieke partijen zelfs hun parlementsleden vrij kunnen laten in hun keuze voor of tegen een wettelijke quotaregeling.

Professor Miranda deelt de mening van de vorige spreekster dat het opvoeden tot burgerschap zeer belangrijk is.

Tenslotte verduidelijkt de spreker dat er tot nu toe geen enkele bepaling is opgenomen in de interne reglementeringen van het Portugese Parlement die de politieke participatie van vrouwen bevordert. De vrouwelijke parlementsleden worden op voet van gelijkheid behandeld met hun mannelijke collega's. Er bestaan geen bepalingen over nachtelijke vergaderingen, er bestaan geen kinderopvangdiensten voor de parlementsleden en dergelijke.

Door verschillende universiteiten wordt wel reeds kinderopvang georganiseerd voor de professoren en de studenten.

De Portugese regering kan op dit vlak ook niets doen: zij is daarvoor niet bevoegd.

Het is het Parlement zelf dat terzake maatregelen zou moeten treffen. Professor Miranda hoopt dat het Portugese Parlement zijn reglement in die zin zal aanpassen.

Eén van de rapporteurs wenst van professor Miranda te vernemen hoe men concreet invloed kan uitoefenen op de politieke partijen en hoe men ertoe komt de interne structuur van een politieke partij te wijzigen, steunend op grondwettelijke bepalingen.

De spreekster wijst erop dat er in Frankrijk op dit ogenblik een levendig debat bezig is in het Parlement met betrekking tot het inschrijven in de Franse

disposition qui permettrait à la loi d'imposer des quotas. L'on ne sait pas encore très bien si la Constitution française sera modifiée en ce sens ou non. Pour l'opinion publique en Belgique francophone, la modification de la Constitution française sera décisive.

Ensuite, la corapporteuse demande au professeur Miranda si le gouvernement portugais a l'intention d'étendre le champ d'application du projet de loi aux institutions communales.

Un autre débat que l'on mène en Belgique concerne la suppression de la référence au statut familial qui fonde toute une série de droits, et le développement d'un statut social fondé sur des droits individuels. Ne pourrait-on pas lier ce débat à celui qui concerne l'égalité des chances entre les femmes et les hommes en matière de participation politique? En effet, il y a lieu, dans les deux cas, de garantir des droits individuels. Le problème a-t-il déjà été abordé au Portugal?

Enfin, la corapporteuse demande au professeur Miranda s'il trouve que l'on pourrait développer, sur la base des dispositions constitutionnelles relatives à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes telles qu'elles figurent dans la Constitution portugaise, des réglementations légales concernant les services publics en général et la police en particulier.

Le professeur Miranda précise que le sondage dont il est question ci-dessus a montré que plus de 60% de l'opinion publique était favorable à des quotas légaux. Mais à son grand étonnement, la majorité des femmes parlementaires actuelles sont opposées à un pareille loi instaurant des quotas. Il suppose que les protagonistes féminines actuelles qui sont arrivées où elles sont sans bénéficier de mesures spécifiques craignent une plus forte concurrence de la part d'autres femmes.

La présidente souligne que ce n'est pas le cas en Belgique. Le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat a formulé, il y a quelques semaines, un avis en la matière, qui a été adopté à l'unanimité(1). Cependant, la corapporteuse attire l'attention sur le fait qu'il n'y a pas de démarche coordonnée en la matière.

En réponse à la question de savoir comment une norme constitutionnelle peut influencer le fonctionnement interne d'un parti politique, le professeur Miranda déclare que la réponse est difficile. Il y a plusieurs dispositions constitutionnelles et plusieurs lois qui concernent les partis politiques, mais il est

Grondwet van een bepaling die een wettelijke quota-regeling mogelijk maakt. Het is nog niet duidelijk of de Franse Grondwet in die zin zal worden herzien of niet. Voor de publieke opinie in Franstalig België zal het feit dat de Franse Grondwetgever al of niet de herziening doorvoert, van doorslaggevend belang zijn.

Ten tweede wenst de corapporteur van professor Miranda te vernemen of de Portugese regering de intentie heeft het toepassingsgebied van het wetsontwerp ook uit te breiden naar de gemeentelijke instellingen.

Een ander debat dat in België gevoerd wordt is om in het sociaal recht de verwijzing naar het familiaal statuut van waaruit bepaalde rechten worden afgeleid, te schrappen en om een sociaal recht uit te bouwen op basis van individuele rechten. Kan dit debat niet gekoppeld worden aan het debat met betrekking tot de gelijke kansen voor vrouwen en mannen inzake politieke participatie? Het betreft in beide gevallen toch het garanderen van individuele rechten. Is deze problematiek in Portugal ook reeds ter sprake gekomen?

Tenslotte wenst de corapporteur van professor Miranda te vernemen of hij meent dat vanuit de grondwettelijke bepalingen met betrekking tot gelijke kansen voor vrouwen en mannen, zoals deze nu in de Portugese Grondwet zijn opgenomen, wettelijke regelingen kunnen worden uitgewerkt die betrekking hebben op overheidsdiensten in het algemeen en de politie in het bijzonder.

Professor Miranda verduidelijkt dat uit de bovenvermelde opiniepeiling is gebleken dat meer dan 60% van de publieke opinie voorstander is van een wettelijke quotaregeling. Maar de meerderheid van de huidige vrouwelijke parlementsleden is tot zijn grote verbazing tegen een dergelijke wet. De spreker wijst dit aan het feit dat de huidige vrouwelijke protagonisten wellicht de grotere concurrentie vrezen van andere vrouwen. Deze vrouwen hebben immers hun plaats reeds veroverd zonder specifieke maatregelen.

De voorzitter wijst erop dat dit in België niet het geval is. Het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Senaat heeft een paar weken geleden terzake nog een advies geformuleerd dat eenparig werd goedgekeurd(1). Maar de corapporteur wijst er wel op dat er voor deze materie een gecoördineerde aanpak ontbreekt.

Wat de vraag betreft met betrekking tot hoe een grondwettelijke norm kan doordringen tot de interne werking van een politieke partij, antwoordt professor Miranda dat dit een moeilijk probleem is. Portugal heeft verscheidene grondwetsbepalingen en wetten die betrekking hebben op de politieke partijen maar

(1) Voir doc. Sénat, n° 1-754/2, 1998-1999, pp. 50-52.

(1) Zie Stuk Senaat, nr. 1-754/2, 1998-1999, blz. 50-52.

difficile d'en forcer l'application. C'est ainsi qu'il y a notamment des problèmes, par exemple en ce qui concerne l'application de la législation sur le financement des partis politiques. La Cour constitutionnelle contrôle l'application de cette loi, mais ce contrôle reste difficile: il est toujours possible de trouver des raisons de ne pas devoir respecter la législation en question. Il y a lieu de chercher un équilibre entre le caractère public des droits des partis politiques et l'autonomie relative dont ceux-ci disposent en tant qu'organisations de droit privé. Il est dès lors très difficile de définir des normes dans le domaine en question. Toutefois, en ce qui concerne les quotas pour ce qui est des candidatures, les problèmes juridico-techniques sont peu nombreux. Il suffit d'adapter les lois électorales. En ce qui concerne le droit des femmes à se faire entendre au sein des organes de décision des partis politiques, le législateur ne peut rien faire. Il appartient aux partis politiques d'adapter leur règlement d'ordre intérieur en faveur des femmes.

Le professeur Miranda estime que, pour ce qui est de l'exercice de droits qui concernent le pouvoir politique, le législateur peut bel et bien intervenir. La corapporteuse demande si, au cas où l'on inscrirait dans la Constitution belge des dispositions analogues à celles qui figurent dans la Constitution portugaise, l'acte d'un parti politique qui dépasserait le cadre du règlement de son fonctionnement interne tomberait sous l'application d'une quelconque législation en application des dispositions constitutionnelles. Elle demande aussi si pareil acte pourrait être contesté sans qu'une loi ne donne à exécution les dispositions constitutionnelles en question.

Le professeur Miranda répond affirmativement aux deux questions: les dispositions constitutionnelles peuvent être violées par des actes qui leur sont contraires, en raison de l'inaction des autorités publiques. La Cour constitutionnelle portugaise a déjà rendu un arrêt en ce sens: c'est ainsi que la Constitution prévoit la création d'un service de santé national, mais sans en préciser le concept. Le soin de le déterminer est laissé au législateur. À un moment donné, une loi a supprimé ce service. La Cour constitutionnelle a estimé que cette loi était contraire à la Constitution.

En ce qui concerne la question relative aux institutions communales, le professeur Miranda estime qu'il serait très facile d'étendre le champ d'application de la loi en projet aux élections communales, ainsi qu'aux élections régionales et aux élections pour les régions autonomes des Açores et de Madère: les régimes électoraux en question sont en effet parfaitement analogues.

Le fait que la nouvelle loi ne s'appliquerait pas aux élections communales, fut l'une des critiques formu-

ze zijn zeer moeilijk afdwingbaar. Zo zijn er bijvoorbeeld problemen met de toepassing van de wetgeving op de financiering van politieke partijen. Het Grondwettelijk Hof controleert de toepassing van deze wet maar het blijft moeilijk: er zijn steeds mogelijkheden te vinden om niet te moeten voldoen aan de wetgeving terzake. Het is nodig te zoeken naar een evenwicht tussen de publieke aard van de rechten van de politieke partijen en een zekere autonomie die zij bezitten als privaatrechtelijke organisatie. Het is bijgevolg zeer moeilijk om in dit domein regulerend op te treden. Voor wat echter de quotaregeling betreft naar de kandidaatstelling toe, zijn er juridisch-technisch niet zoveel problemen. Men moet enkel de kieswetten aanpassen. Wat de inspraak van vrouwen betreft binnen de beslissingsorganen van de politieke partijen, kan de wetgever niet optreden. De politieke partijen moeten hiervoor hun interne reglementeringen aanpassen.

Wanneer het echter het uitoefenen van rechten betreft die betrekking hebben op politieke macht, dan kan volgens professor Miranda de wetgever tussenkomen. De corapporteur wenst te weten of, indien men ervan uitgaat dat er in de Belgische Grondwet bepalingen opgenomen worden, analoog aan de bepalingen in de Portugese Grondwet, elke handeling van een politieke partij die verder gaat dan het regelen van de interne werking van de politieke partij, onderworpen is aan eventuele wetgeving in uitvoering van de grondwettelijke bepalingen. Ook wenst zij te vernemen of dergelijke handelingen ook aanvechtbaar zijn zonder dat er bij wet uitvoering wordt gegeven aan de bedoelde grondwettelijke bepalingen.

Professor Miranda antwoordt bevestigend op beide vragen: de grondwettelijke bepalingen kunnen geschonden worden door handelingen in strijd met deze bepalingen maar ook door het stilzitten van de overheid. Het Portugese Grondwettelijk Hof heeft reeds uitspraak gedaan in die zin: zo is er in de Grondwet voorzien dat er een Nationale Gezondheidsdienst moet worden opgericht. De Grondwet spreekt zich echter niet uit over het concept van deze dienst. Dit wordt aan de wetgever overgelaten. Op een bepaald moment werd deze dienst bij wet afgeschaft. Het Grondwettelijk Hof oordeelde dat dit in strijd was met de Grondwet.

Voor wat de vraag betreft met betrekking tot de gemeentelijke instellingen, is professor Miranda van oordeel dat het heel eenvoudig is om het bestaande wetsontwerp uit te breiden tot de gemeenteraadsverkiezingen, alsook voor de regionale verkiezingen en voor de autonome regio's van de Azoren en Madère: het betreft immers een volledig analoog kiesstelsel.

Het was bovendien één van de kritieken die ten aanzien van het neergelegde wetsontwerp werd gefor-

lées contre le projet de loi qui a été déposé. Le professeur Miranda pense que le gouvernement déposera un amendement au Parlement en vue de résoudre ce problème.

En ce qui concerne la discussion sur les «droits dérivés et les droits individuels» en matière de sécurité sociale, le professeur Miranda attire l'attention sur le fait que, depuis la réforme de l'État de 1976, la notion de «chef de famille» ne figure plus dans la Constitution. En droit portugais actuel, la notion juridique de «chef de famille» n'existe plus. En effet, l'article 36, 3, de la Constitution portugaise prévoit que les conjoints ont les mêmes droits et devoirs en ce qui concerne la capacité civile et politique et l'éducation des enfants.

Autrement dit, le père et la mère exercent le pouvoir parental sur un pied d'égalité.

Auparavant, le Code judiciaire prévoyait des droits spécifiques pour la mère, mais depuis l'entrée en vigueur de la constitution portugaise de 1976, le Code civil a été adapté et il n'y a plus aucune différence entre les droits du père et ceux de la mère.

Il y a aussi eu une évolution intéressante en ce qui concerne les allocations familiales: les allocations familiales sont perçues, soit par la mère, soit par le père. Il existe un droit aux allocations familiales pour chaque enfant. Autrement dit, c'est l'enfant qui fait naître ce droit.

La jurisprudence de la Cour constitutionnelle a été le catalyseur d'une autre évolution intéressante dans le domaine des pensions de survie: jusqu'à il y a peu, les veuves obtenaient une pension de survie d'un montant supérieur à celle des hommes. L'on considérait en effet que le revenu du ménage provenait principalement de l'homme. La Cour constitutionnelle estime néanmoins que cette différence était inconstitutionnelle depuis qu'il y a un nombre élevé de femmes sur le marché du travail.

Un autre exemple d'évolution concerne l'âge minimum requis pour pouvoir se marier que prévoit le Code civil: jadis, cet âge limite était plus bas pour les filles (14 ans) que pour les garçons (16 ans). La Cour constitutionnelle a jugé que cette différence était inconstitutionnelle et a proposé au législateur de porter à 16 ans l'âge requis pour les filles. La Cour constitutionnelle estima, en effet que, sinon, les filles ne pourraient pas s'épanouir et se trouveraient en position de dépendance économique vis-à-vis de leur mari. Le Code civil a dès lors été adapté dans le sens proposé.

Enfin, le professeur Miranda répond à la question de la corapporteuse concernant les actions positives

muleerd, namelijk het feit dat de gemeenteraadsverkiezingen niet onder de nieuwe wet zouden vallen. Professor Miranda denkt dat de regering een amendement in het Parlement zal indienen om dit probleem op te lossen.

Voor wat de discussie «afgeleide rechten — individuele rechten» in de sociale zekerheid betreft, wijst professor Miranda erop dat sedert de grondwetsherziening van 1976 het concept van «gezinshoofd» uit de Grondwet is verdwenen. In het huidige Portugese recht komt het begrip «gezinshoofd» als juridisch begrip niet meer voor. In artikel 36,3 van de Portugese Grondwet is immers bepaald dat de echtgenoten dezelfde rechten en plichten hebben inzake de handlingsbekwaamheid, de politieke bevoegdheden en de opvoeding van de kinderen.

De ouderlijke macht wordt met andere woorden door vader en moeder op voet van gelijkheid uitgeoefend.

Voorheen voorzag het Burgerlijk Wetboek in specifieke rechten voor de moeder, maar sedert de inwerkingtreding van de Portugese Grondwet van 1976 werd het Burgerlijk Wetboek aangepast en bestaat er een volledige gelijkheid in rechten tussen vader en moeder.

Wat de gezinsbijslagen betreft, heeft er ook een interessante evolutie plaatsgehad: het is de moeder of de vader die de gezinsbijslagen ontvangt. Men heeft recht op gezinsbijslag voor elk kind. Het recht is met andere woorden in hoofde van het kind.

Een andere interessante evolutie die het gevolg is van de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof heeft betrekking op het overlevingspensioen: tot voor kort kregen weduwen een hoger overlevingspensioen dan mannen. Men ging er immers van uit dat de man de hoofdverdiener was voor het gezin. Het Grondwettelijk Hof was echter van oordeel dat dit verschil ongrondwettelijk was gezien de hoge participatiegraad van vrouwen op de arbeidsmarkt vandaag de dag.

Een ander voorbeeld van evolutie is de vereiste minimumleeftijd voor het huwelijk die voorzien is in het Burgerlijk Wetboek: vroeger was deze leeftijd lager voor meisjes (14 jaar) dan voor jongens (16 jaar). Het Grondwettelijk Hof oordeelde dat dit verschil ongrondwettelijk was en stelde voor dat de wetgever de vereiste leeftijd voor de meisjes zou optrekken tot de leeftijd van 16 jaar. De reden hiervoor was dat het Grondwettelijk Hof van oordeel was dat meisjes zich anders niet zouden kunnen ontplooiën in een economisch afhankelijke positie van hun echtgenoot zouden staan. Het Burgerlijk Wetboek werd dan ook in die zin aangepast.

Tenslotte antwoordt professor Miranda op de vraag van de corapporteur met betrekking tot posi-

en faveur de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes pour ce qui est des fonctions dirigeantes au sein des services de police. Il estime que l'interprétation des dispositions constitutionnelles relatives à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes ne peut pas mener à une sorte « d'opération de rattrapage » en vue de charger des femmes de fonctions de cadre au sein de la police. Seul le temps doit permettre aux femmes d'accéder à ces fonctions. Il faut que les agents de police féminins aient à gravir les mêmes échelons que leurs collègues masculins. Cela vaut aussi en ce qui concerne les emplois dans la magistrature. Une opération de rattrapage serait inconstitutionnelle.

La présidente pose les 3 questions suivantes :

— la Constitution belge ne prévoit que le principe de « l'égalité devant la loi ». Certains souhaiteraient aussi inscrire dans la Constitution des dispositions relatives aux efforts à faire pour réaliser l'égalité de fait; d'autres, dont plusieurs juristes belges, estiment que ce n'est pas nécessaire et que le principe de l'égalité devant la loi suffit, si on l'associe aux droits et libertés garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) et par le Traité sur l'Union européenne. Ceci devrait suffire à garantir l'égalité entre les hommes et les femmes. Qu'en pense le professeur Miranda ?

— elle souhaite aussi avoir l'avis du professeur Miranda sur la révision de la constitution qui est en préparation en France.

— enfin, elle souligne qu'elle a déposé une proposition de déclaration de révision des articles 99 et 104 de la Constitution(1) dans le but de modifier la Constitution belge de manière que le gouvernement fédéral compte autant de femmes que d'hommes. Cette parité fondée sur le sexe ne serait pas la seule forme de parité à être inscrite dans la Constitution: en effet, l'article 99 de la Constitution contient déjà la disposition suivante: « Le Conseil des ministres compte quinze membres au plus. Le premier ministre éventuellement excepté, le Conseil des ministres compte autant de ministres d'expression française que d'expression néerlandaise ». En d'autres termes, la parité linguistique existe déjà. Elle demande ce que le professeur Miranda pense de la proposition qu'elle a faite.

Le professeur Miranda répond à la première question que « l'égalité devant la loi » est en soi insuffisante. L'histoire l'a déjà montré. Les constitutions libérales traditionnelles du XIX<sup>e</sup> siècle prévoyaient déjà l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

(1) Voir doc. Sénat, 1996-1997, n° 1-657/1.

tieve acties ter bevordering van gelijke kansen voor vrouwen en mannen in leidinggevende functies bij de politie. Hij is van oordeel dat de interpretatie van de grondwetsbepalingen met betrekking tot de gelijke kansen voor vrouwen en mannen er niet toe kan leiden dat men een soort van « inhaaloperatie » zou doen om vrouwen in kaderfuncties van de politie te plaatsen. Dit kan slechts bereikt worden door de tijd: de vrouwelijke politieagenten moeten dezelfde carrière doorlopen als hun mannelijke collega's. Hetzelfde geldt voor ambten in de magistratuur. Een dergelijke inhaaloperatie zou ongrondwettelijk zijn.

De voorzitter stelt de 3 volgende vragen :

— in de Belgische Grondwet is enkel het beginsel van de « gelijkheid voor de wet » ingeschreven. Sommigen zouden in de Grondwet ook bepalingen met betrekking tot het nastreven van de feitelijke gelijkheid wensen in te schrijven; anderen, onder wie verscheidene Belgische juristen, zijn van oordeel dat dit niet nodig is en dat de gelijkheid voor de wet volstaat indien men deze bepaling combineert met de rechten en vrijheden gegarandeerd door het Europees Verdrag ter bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (ERVM) en door het Europees Unieverdrag. Op deze wijze zou voldoende de gelijkheid tussen mannen en vrouwen worden gegarandeerd. Wat is de mening van professor Miranda daarover ?

— zij wenst tevens de mening van professor Miranda te weten over de grondwetsherziening die in Frankrijk wordt voorbereid.

— tenslotte wijst zij erop dat zij een voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 99 en 104 van de Grondwet heeft ingediend(1) om de Belgische Grondwet te herzien in die zin dat de federale regering evenveel mannen als vrouwen zou tellen. Deze pariteit op basis van geslacht zou niet de enige vorm van pariteit zijn die is ingeschreven: vandaag de dag stelt artikel 99 van de Grondwet immers dat « de Ministerraad ten hoogste vijftien leden telt. De eerste minister eventueel uitgezonderd, telt de Ministerraad evenveel Nederlandstalige als Franstalige ministers ». De taalpariteit bestaat met andere woorden reeds. Wat denkt professor Miranda van haar voorstel ?

Op de eerste vraag antwoordt professor Miranda dat de « gelijkheid voor de wet » op zichzelf onvoldoende is. De geschiedenis heeft dit reeds aangetoond. De traditionele liberale Grondwetten van de 19e eeuw voorzagen reeds de gelijkheid van alle

(1) Zie Stuk Senaat, 1996-1997, nr. 1-657/1.

Personne ne doutait à l'époque que les femmes fussent aussi des citoyens. Il n'empêche qu'à la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, nombre de lois contenaient des dispositions sur l'incapacité des femmes. Ce n'est qu'au cours du XX<sup>e</sup> siècle que les femmes ont acquis le droit de vote. Les femmes ont fait l'objet de discriminations jusqu'avant la dernière révision de la Constitution portugaise, qui a consacré le principe de la stricte égalité entre les hommes et les femmes.

Une interprétation progressiste de la notion d'«égalité devant la loi» pourrait consister à dire qu'il ne faut pas dépasser le stade du principe et veiller à ce que le résultat visé soit atteint. En général, l'on ne retrouve toutefois que la notion d'égalité juridique. Même les textes qui existent dans les conventions européennes, qu'il s'agisse, par exemple, du Traité d'Amsterdam ou de la CEDH, laissent à désirer. Les textes des constitutions portugaise, brésilienne, italienne et espagnole offrent de meilleures garanties en l'espèce. La Constitution belge reste une constitution classique, libérale.

En ce qui concerne l'évolution en France, le professeur Miranda admet qu'il n'est pas très bien informé. Le texte de la révision en projet de l'article 3 de la Constitution française, tel qu'il a déjà été approuvé par l'assemblée nationale, est le suivant(1):

«La loi détermine les conditions dans lesquelles est organisé l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives.»

Le professeur Miranda estime que le texte français va beaucoup moins loin que les dispositions de la Constitution portugaise.

Enfin, en ce qui concerne la troisième question, le professeur Miranda attire l'attention sur le fait qu'il est généralement très difficile d'obliger, par l'application d'une norme constitutionnelle, le premier ministre à composer son gouvernement paritairement d'hommes et de femmes. En effet, l'on compose surtout un gouvernement sur la base de la confiance politique. Par conséquent, il est très difficile de subordonner le choix à faire à certaines conditions. Mais, comme en Belgique, il existe déjà une parité linguistique au sein du gouvernement fédéral en raison de l'existence des communautés linguistiques, le professeur Miranda ne voit aucune objection juridique à l'inscription dans la Constitution du principe de la parité sur la base du sexe. La Constitution belge actuelle prévoit en outre déjà un nombre maximum de ministres. Selon le professeur Miranda, elle est l'unique Constitution à le faire.

L'une des intervenantes fait observer que le professeur Miranda a déjà souligné à plusieurs reprises que

burgers voor de wet. Niemand twijfelde er toen aan dat de vrouwen ook burgers waren. Nochtans bestonden er eind vorige en begin deze eeuw nog heel wat wetten die bepalingen bevatten over de handelingsonbekwaamheid van vrouwen. Pas deze eeuw hebben de vrouwen stemrecht verworven. Tot voor de laatste grondwetsherziening in Portugal — die geleid heeft tot de invoering van de volledige gelijkheid van mannen en vrouwen — bestonden er nog discriminaties tegen vrouwen.

Indien men een progressieve interpretatie zou geven aan het begrip «gelijkheid voor de wet», zou men kunnen stellen dat dit beginsel niet enkel een beginsel is bij de start maar dat ook het resultaat moet worden bereikt. Maar over het algemeen vindt men enkel de notie van de juridische gelijkheid terug. Zelfs de teksten die men terugvindt in de Europese verdragen volstaan niet, noch het Verdrag van Amsterdam, noch het EVRM. De teksten van de Portugese, Braziliaanse, Italiaanse en Spaanse Grondwetten bieden betere garanties terzake. De Belgische Grondwet is nog steeds een klassieke, liberale Grondwet.

Wat de evolutie in Frankrijk betreft, bekent professor Miranda niet goed geïnformeerd te zijn. Het ontwerp tot herziening van artikel 3 van de Franse Grondwet, zoals het reeds in de «Assemblée Nationale» is goedgekeurd, bepaalt het volgende(1):

«De wet bepaalt de wijze waarop de gelijke toegang van vrouwen en mannen tot bij verkiezing verleende mandaten en ambten wordt geregeld.»

Professor Miranda is van oordeel dat de Franse tekst veel minder ver gaat dan de bepalingen van de Portugese Grondwet.

Ten slotte, voor wat de derde vraag betreft, wijst professor Miranda erop dat het over het algemeen zeer moeilijk is om in een grondwettelijke norm de verplichting aan de eerste minister op te leggen dat hij zijn regering paritair op basis van geslacht moet samenstellen. Een regering wordt immers samengesteld op basis van politiek vertrouwen. Het is bijgevolg zeer moeilijk deze keuze aan bepaalde voorwaarden te onderwerpen. Maar, aangezien België reeds de taalpariteit kent in de federale regering omwille van de taalgemeenschappen, ziet professor Miranda geen juridische bezwaren om de pariteit op basis van geslacht ook grondwettelijk te verankeren. De huidige Belgische Grondwet bepaalt bovendien nu reeds het maximum aantal ministers. Volgens professor Miranda is dit laatste een unicum.

Eén van de waarnemers merkt op dat professor Miranda er meermaals op gewezen heeft dat het Por-

(1) Doc., Assemblée Nationale, 1998-1999, n° 224.

(1) Stuk, Assemblée Nationale, 1998-1999, nr. 224.

le régime électoral portugais fonctionnait sur la base de ce que l'on appelle des listes électorales fermées. Cela signifie que l'électeur ne peut pas modifier l'ordre des candidats proposé par les politiques. L'électeur ne peut pas émettre de voix de préférence. Il peut simplement voter en tête de liste. Selon elle, ce point revêt une très grande importance dans le cadre de la discussion sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes en politique. En effet, l'on peut réaliser la parité dans le domaine politique de manières variables, en fonction du régime électoral. Nous ne connaissons pas le système des listes électorales fermées, ni en Belgique ni au Grand-Duché de Luxembourg: l'électeur peut émettre une voix de préférence sur une liste et même sur plusieurs. Ce qui permet très difficilement d'atteindre la parité. C'est probablement un élément que le professeur Miranda perd de vue quand il affirme qu'il est opposé à l'existence de parlements parallèles. En effet, dans un régime électoral avec des listes fermées, l'application de l'alternance sur la base du sexe induit en fait la constitution de deux listes séparées sur une même liste, sans que l'électeur ne s'en rende compte. Cela revient en quelque sorte à réserver des sièges à chaque sexe au Parlement. Les quotas pour ce qui est des listes de candidats ne sont donc pas les seuls instruments permettant d'atteindre la parité en politique. Il y a aussi l'instrument de la révision du régime électoral. La définition de quotas ne suffit sans doute pas: la pratique en Belgique semble l'avoir indiqué jusqu'à présent.

La présidente précise que la loi du 24 mai 1994 visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidats aux élections en Belgique n'a été appliquée qu'une seule fois en 1994, à l'occasion des élections communales. À l'époque, un quota de 25 % était en vigueur: il a quand même eu pour effet que 30 % des candidats aux élections communales étaient des femmes et qu'actuellement, 20 % de femmes au total siègent dans les conseils communaux. Cette loi a donc permis de réaliser des progrès considérables.

L'intervenante reconnaît qu'il y a eu des progrès, mais elle estime que la voie choisie ne permet pas de progresser aussi vite que le système électoral à liste fermée.

Une deuxième remarque de l'intervenante concerne le raisonnement du professeur Miranda selon lequel, si l'on répartissait les sièges au Parlement sur la base du sexe, les femmes parlementaires ne représenteraient que des femmes. L'intervenante ne partage pas tout à fait cette opinion, étant donné que les femmes qui ont été élues de cette manière peuvent également l'avoir été par l'ensemble de la population, et non pas seulement par des femmes.

tugese kiesstelsel werkt met zogenaamde gesloten kieslijsten. Dit betekent dat de volgorde van de kandidaten die door de politieke partijen worden voorgesteld door de kiezer niet kan worden doorbroken: de kiezer kan enkel een lijststem uitbrengen en geen voorkeurstem. Volgens haar is dit zeer belangrijk in de discussie van gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de politiek. Er zijn immers verschillende wegen mogelijk om de pariteit in de politiek te bereiken, afhankelijk van het kiesstelsel. Noch in België, noch in het Groothertogdom Luxemburg kent men het systeem van gesloten kieslijsten: de kiezer kan op een lijst voorkeurstemmen uitbrengen en dit zelfs over de lijsten heen. Met dergelijke kiesstelsels is het veel moeilijker om de pariteit te bereiken. Wanneer professor Miranda zegt tegenstander te zijn van parallelle parlements, verliest hij dit probleem wellicht uit het oog. Wanneer men immers een kiesstelsel heeft met gesloten lijsten en men past de alternatie op basis van geslacht toe, dan heeft men eigenlijk twee aparte lijsten op één lijst zonder dat de kiezer dit merkt. Op deze wijze worden er voor elk geslacht in feite zetels gereserveerd in het Parlement. Indien men spreekt over instrumenten om de pariteit in de politiek te bereiken, moet men dan ook niet enkel spreken over quota voor de kandidatenlijsten maar ook over de herziening van het kiesstelsel. Quota alleen volstaan wellicht niet: dit heeft de praktijk in België tot nog toe aangetoond.

De voorzitter verduidelijkt dat de wet van 24 mei 1994 ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen in België nog maar één maal werd toegepast en dit was naar aanleiding van de gemeenteraadsverkiezingen in 1994. Toen was een quotum van 25 % van kracht: dit heeft toch reeds voor effect gehad dat 30 % van de kandidaten voor de gemeenteraadsverkiezingen vrouwen waren en dat er nu globaal in de gemeenteraden 20 % vrouwen zetelen. Dankzij deze wet heeft men dus een grote vooruitgang geboekt.

De waarnemster erkent de vooruitgang maar is van oordeel dat deze weg langzamer is dan indien men een kiesstelsel met gesloten lijsten zou hebben.

Een tweede opmerking die de waarnemster maakt, betreft de redenering van professor Miranda dat indien men een opsplitsing van de zetels in het Parlement op basis van geslacht zou doorvoeren, de vrouwelijke parlementsleden enkel de vrouwen zouden vertegenwoordigen. De spreekster is het niet helemaal eens met deze stelling want de vrouwen die op deze wijze verkozen worden, kunnen ook verkozen zijn door de gehele bevolking en niet enkel door vrouwen.

Une troisième remarque concerne la proposition de la présidente relative à l'inscription dans la Constitution du principe de la parité au sein du gouvernement : pourquoi ne demanderait-on pas dès lors pareille parité au sein du Parlement ? L'intervenante estime qu'il importe de veiller au parallélisme pour assurer la cohérence des propositions.

L'intervenante estime que le texte de l'article 109 de la Constitution portugaise, qui impose une obligation au législateur, (« La loi doit favoriser l'égalité ») est un bon texte. Il est meilleur que le texte qui commence comme suit : « La loi peut ... ». Elle se demande toutefois si le verbe « favoriser » est suffisamment fort : il laisse une grande liberté d'interprétation au législateur.

Enfin, l'intervenante demande si l'on a inscrit dans la Constitution portugaise une disposition expresse prévoyant des mesures légales d'action positive pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes sur le marché du travail.

Le professeur Miranda reconnaît que le système électoral joue un rôle important dans le renforcement de la présence des femmes en politique. Il est, par exemple, très difficile d'introduire dans un régime électoral uninominal — tel que le système britannique — une norme devant permettre de mieux équilibrer la représentation des deux sexes. Il n'est toutefois pas impossible de le faire : l'on pourrait définir des règles, en vue d'atteindre un certain résultat. L'on pourrait, par exemple, prévoir des sanctions à infliger aux partis politiques sur les listes électorales desquels figurent une grande majorité de personnes d'un même sexe. L'on pourrait prévoir, par exemple, une réduction de leur dotation ou de leurs temps d'émission sur les chaînes publiques, etc. Dans un système électoral fondé sur des listes fermées, de telles mesures d'action positive sont très faciles à prévoir dans le cadre d'une loi. Le professeur Miranda partage l'avis de l'intervenante selon lequel il faut également repenser les régimes électoraux si l'on souhaite parvenir à une représentation plus démocratique de la population.

Le professeur Miranda répète qu'il est contre l'existence de listes électorales parallèles : il est hostile à l'organisation d'élections par sexe. Il n'est partisan ni de la création de deux collèges électoraux ni de l'élection séparée de représentants masculins, d'une part, et féminins, d'autre part. Il ne croit pas non plus, comme l'intervenante, que les règles proposées au Portugal vont en fait dans le sens de la création d'un parlement parallèle. Les hommes et les femmes élus par l'ensemble de la population représentent en effet l'ensemble de celle-ci.

En ce qui concerne le parallèle que l'intervenante souhaite faire entre la parité au gouvernement et la parité au parlement, le professeur Miranda estime que

Een derde opmerking betreft het voorstel van de voorzitter met betrekking tot het inschrijven in de Grondwet van de pariteit in de regering : waarom zou men deze pariteit dan ook niet vragen voor het Parlement ? Dit lijkt de spreker toch belangrijk om de coherentie in de voorstellen te bewaren.

De waarnemster is van oordeel dat de tekst van artikel 109 van de Portugese Grondwet die spreekt over een verplichting voor de wetgever (de wet moet de gelijkheid bevorderen) een goede tekst is. Dit is beter dan indien er zou staan « de wet kan ... ». Nochtans vraagt zij zich af of het begrip « bevorderen » wel sterk genoeg is : dit geeft nog zeer veel interpretatievrijheid aan de wetgever.

Ten slotte wenst de waarnemster te weten of er in de Portugese Grondwet ook een uitdrukkelijke bepaling is opgenomen die wettelijke positieve actiemaatregelen ter bevordering van de gelijkheid van vrouwen en mannen op de arbeidsmarkt voorschrijft.

Professor Miranda erkent dat het kiesstelsel een belangrijke rol speelt in het al of niet bereiken van een grotere aanwezigheid van vrouwen in de politiek. Het is bijvoorbeeld zeer moeilijk om in een uninomiaal kiesstelsel — zoals bijvoorbeeld het Britse systeem — een norm te introduceren die ernaar streeft een beter evenwicht te hebben in de vertegenwoordiging van beide geslachten. Maar het is niet onmogelijk : men zou regels kunnen opstellen die betrekking hebben op een bepaald resultaat. Zo zou men bijvoorbeeld kunnen bepalen dat politieke partijen op wiens kieslijsten een overgroot aandeel personen van hetzelfde geslacht worden verkozen, bestraft worden. Zij zouden bijvoorbeeld minder partijfinanciering ontvangen of minder zendtijd op de openbare omroep krijgen en dergelijke. In een kiesstelsel met gesloten lijsten zijn dergelijke positieve actiemaatregelen zeer eenvoudig wettelijk vast te leggen. Professor Miranda deelt de mening van de waarnemster dat ook nagedacht moet worden over de kiesstelsels indien men een meer democratische vertegenwoordiging van de bevolking wenst te bekomen.

Professor Miranda herhaalt dat hij tegen parallelle kieslijsten is : hij is tegen verkiezingen die per geslacht zouden worden georganiseerd. Hij is geen voorstander van het creëren van twee kiescolleges en het apart verkiezen van enerzijds de mannelijke en anderzijds de vrouwelijke volksvertegenwoordigers. Hij deelt bovendien de mening van de spreker niet dat de voorgestelde Portugese regeling in feite neerkomt op een parallel parlement. Indien mannen en vrouwen gekozen worden door de gehele bevolking, dan vertegenwoordigen zij ook de gehele bevolking.

Wat betreft de parallel die de waarnemster trekt tussen een paritair samengestelde regering en een paritair samengesteld parlement, meent professor

l'on ne pourrait imposer un gouvernement paritaire sur la base du sexe que dans le cadre de la logique interne du système constitutionnel belge. Il ne pense pas que ce serait possible dans d'autres pays. Personnellement, il n'est pas opposé à un parlement paritaire, mais la parité lui semble difficile à réaliser mathématiquement, précisément en raison du régime électoral. En effet, quand on élit un parlement, il n'est pas possible de prévoir mathématiquement quel sera le nombre de femmes et d'hommes élus. L'on peut simplement procéder à une estimation. Il lui semble qu'un parlement paritaire serait une bonne chose pour la démocratie, mais à condition que l'on réalise cette parité par le biais du vote des électeurs. Il est partisan d'un parlement paritaire, élu par les hommes et les femmes; il est toutefois opposé à la coexistence de deux parlements, qui serait très néfaste à la démocratie selon lui. Les hommes et les femmes participent sur un pied d'égalité aux autres domaines de la société.

En ce qui concerne le verbe «favoriser/promouvoir» qui est utilisé à l'article 109, de la Constitution portugaise, le professeur Miranda estime qu'il permet d'exprimer une gradation. Il permet de laisser une certaine liberté au législateur. Il estime que si la Constitution ne prévoit en effet pas explicitement ce que le législateur doit faire, il n'en reste pas moins que le problème en question est un problème général inhérent aux normes constitutionnelles. Il faut veiller d'une manière générale, à ce que ces normes ne soient ni trop rigides ni trop strictes. Mais l'article 109 indique une orientation claire, un résultat à atteindre. C'est ainsi qu'une loi d'exécution de l'article 109 qui prévoyait, par exemple, un plafond de 15 % pour ce qui est de la représentation des femmes serait inconstitutionnelle juridiquement en raison de ce plafond ou de la faiblesse du quota. Le professeur Miranda estime d'une manière générale qu'il faut laisser une certaine marge de manœuvre au législateur et qu'il faut permettre en même temps aux tribunaux et à la Cour constitutionnelle de procéder à des analyses et d'établir une distinction entre une norme qui sert à mettre la Constitution à exécution et une norme qui est contraire à la Constitution. Certaines lois qui sont censées mettre à exécution un article de la Constitution trahissent en fait, quand on y regarde de plus près, un abus de pouvoir. Il est peut-être possible d'encore améliorer le texte actuel de l'article 109 de la Constitution portugaise, mais celui-ci n'en a pas moins été rédigé dans un esprit d'honnêteté et avec précision. Le problème abordé par l'intervenante est un problème général qui concerne le rapport entre les normes constitutionnelles et les normes légales. Certaines normes constitutionnelles doivent être

Miranda dat enkel in de interne logica van het Belgisch grondwettelijke systeem een paritair samengestelde regering op basis van geslacht zou kunnen worden opgelegd. Hij denkt echter niet dat dit mogelijk is voor andere landen. Persoonlijk is hij niet gekant tegen een paritair samengesteld parlement maar dit lijkt hem wel mathematisch moeilijk om te bereiken, juist omwille van het kiesstelsel. Wanneer men immers een parlement kiest, gaat men niet op voorhand mathematisch het aantal vrouwelijke en mannelijke verkozenen bepalen. Men kan enkel een benadering nastreven. Principieel lijkt hem een paritair samengesteld parlement een goede zaak te zijn vanuit democratisch oogpunt. Maar deze pariteit moet bereikt worden via de keuze van de kiezer. Hij is voorstander van een paritair samengesteld parlement, gekozen door mannen en vrouwen; hij is echter tegen twee parlementen die naast elkaar geplaatst worden. Dit zou volgens professor Miranda zeer slecht zijn voor de democratie. In alle maatschappelijke domeinen participeren mannen en vrouwen ook op gelijke voet.

Wat het woord «bevorderen» betreft in artikel 109, van de Portugese Grondwet verduidelijkt professor Miranda dat dit woord verschillende gradaties toelaat. Op deze wijze wordt inderdaad aan de wetgever een zekere vrijheid gegeven. De Grondwet zegt niet uitdrukkelijk wat de wetgever moet doen maar hij denkt dat dit een algemeen probleem is, eigen aan grondwettelijke normen. Deze normen mogen over het algemeen niet te rigide of te strikt zijn. Maar artikel 109 geeft duidelijk een richting aan, een resultaat dat moet worden bereikt. Zo zou een uitvoeringswet van artikel 109 die een plafond zou inschrijven op bijvoorbeeld 15 % voor vertegenwoordiging van vrouwen ongrondwettelijk zijn omwille van het plafond en omwille van het zeer lage quotum. Over het algemeen is professor Miranda van oordeel dat men aan de wetgever een zekere bewegingsruimte moet laten en tegelijkertijd moet toelaten dat de rechtbanken en het Grondwettelijk Hof de mogelijkheid hebben om analyses te maken en een onderscheid te maken tussen een norm die uitvoering geeft aan de Grondwet en een norm die de Grondwet bedriegt: soms claimen wetten uitvoeringswet te zijn van een grondwetsartikel maar bij nader inzien maken ze zich schuldig aan machtsmisbruik. De huidige tekst van artikel 109 van de Portugese Grondwet kan misschien nog vervolmaakt worden maar de tekst is opgesteld met een eerlijke ingesteldheid en nauwkeurigheid. Het probleem aangehaald door de waarnemster is een algemeen probleem van het verband tussen grondwettelijke en wettelijke normen. Bepaalde grondwettelijke normen moeten zeer specifiek zijn, bijvoorbeeld de duur van een parlementair mandaat. Zoiets kan niet in de kieswetten worden geregeld. In

spécifiques, comme celle qui concerne la durée du mandat parlementaire. Il n'est pas possible de la définir dans les lois électorales. Dans d'autres domaines (la politique, l'économie et le domaine social, ...), il faut laisser une certaine marge de manœuvre.

Enfin, le professeur Miranda précise, en réponse à la dernière question, que la Constitution portugaise de 1976 prévoyait déjà des mesures d'action positive visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans d'autres domaines que la politique. À cet égard, l'article 58 relatif aux droits du travail dit ce qui suit :

« 1. Tous les citoyens ont le droit au travail.

2. Pour assurer le droit au travail, l'État a la tâche de promouvoir :

a) ...

b) l'égalité des chances dans le choix de la profession ou le type de travail et les conditions permettant d'éviter que l'accès à une fonction, un travail ou une catégorie professionnelle déterminés ne puisse être empêché ou limité en fonction du sexe. »

L'article 59 de la Constitution portugaise, qui concerne les droits des travailleurs, dispose expressément que l'État a pour mission de prévoir une protection spécifique, pendant la grossesse et après l'accouchement, pour les femmes qui travaillent, et ce, en vue de préserver l'égalité des femmes et des hommes sur le marché du travail.

Le professeur Miranda souligne qu'il existe plusieurs lois d'exécution de ces normes constitutionnelles. Toutefois, dans certains secteurs, il subsiste des problèmes en ce qui concerne la différence de rémunération entre les hommes et les femmes. C'est le cas dans certains secteurs économiques comme l'agriculture.

La présidente remercie de tout cœur le professeur Miranda pour son exposé détaillé. Elle remercie également les personnes présentes. Elle espère que le débat qui s'est déroulé au sein du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat de Belgique pourra être poursuivi au niveau européen au cours des prochains mois.

andere domeinen (politiek, economisch en sociaal, ...) moet men een zekere bewegingsvrijheid toelaten.

Ten slotte verduidelijkt professor Miranda bij wijze van antwoord op de laatste vraag dat de Portugese Grondwet van 1976 reeds voorzag in positieve actiemaatregelen ter bevordering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen voor andere materies dan de politiek. Zo bepaalt artikel 58 betreffende het arbeidsrecht het volgende :

« 1. Alle burgers hebben recht op arbeid.

2. Om dit recht op arbeid te verzekeren moet de Staat zorgen :

a) ...

b) voor gelijke kansen bij de keuze van het beroep of het soort arbeid en voor omstandigheden waarin de toegang tot een bepaald ambt, een bepaalde arbeid of een bepaalde beroeps categorie niet wordt verhinderd of beperkt op grond van het geslacht. »

Artikel 59 van de Portugese Grondwet dat betrekking heeft op de rechten van de werknemers, legt uitdrukkelijk aan de Staat de opdracht op specifieke bescherming te voorzien voor werkende vrouwen tijdens de zwangerschap en na de bevalling. Dit vanuit het oogpunt om de gelijkheid van mannen en vrouwen op de arbeidsmarkt te vrijwaren.

Professor Miranda wijst erop dat er reeds verscheidene wetten bestaan die uitvoering geven aan deze grondwettelijke normen. Er bestaan echter in bepaalde sectoren nog problemen met het verschil in verloning tussen mannen en vrouwen. Dit is het geval in bepaalde economische sectoren, zoals bijvoorbeeld de landbouw.

De voorzitter dankt professor Miranda zeer hartelijk voor zijn uitvoerige uiteenzetting. Zij dankt ook de aanwezige waarnemers. Zij hoopt dat het debat dat vandaag in het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de Belgische Senaat wordt gevoerd de volgende maanden op Europees niveau kan worden verder gezet.

## II. CONCLUSION

Le professeur Miranda a fourni des arguments importants en faveur de l'inscription explicite dans la Constitution du droit à l'égalité entre les femmes et les hommes, d'une part, et la définition, dans les lois électorales, d'un régime légal de quotas pour ce qui est de la composition des listes d'autre part.

*En ce qui concerne le principe de l'égalité entre les hommes et des femmes dans Constitution*

Bien qu'il soit généralement admis que la notion générale d'égalité devant la loi, telle qu'elle est ancrée dans la Constitution, englobe également celle de l'égalité entre les hommes et les femmes, le professeur Miranda a soutenu que cette interprétation n'était pas satisfaisante.

Il s'agit d'un droit qu'il y a lieu de définir de manière explicite et d'inscrire dans la Constitution juridique suprême du pays, en tant que droit fondamental, ce qui ne manquera pas de constituer un signal fort.

De par la connaissance constitutionnelle de ce droit, chaque autorité, à quelque niveau que ce soit, devra en tenir compte chaque fois qu'elle prendra une décision. La réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes deviendra ainsi une mission permanente de l'autorité, quelles que soient les priorités politiques des gouvernements successifs.

*Mesures d'actions positives*

Pour ce qui est de la composition des listes électorales et de la place qu'occupent les divers candidats, le professeur Miranda estime qu'en l'absence d'un régime légal, l'on arrive difficilement à éliminer certains préjugés.

L'on constate que l'évolution sociologique et l'autodiscipline des partis politiques n'ont pas suffi pour améliorer la situation en ce qui concerne l'égalité d'accès des femmes et des hommes à la prise de décision politique. Certaines dispositions légales particulières comme celles qui prévoient l'instauration de quotas tendent à promouvoir l'égalité, même s'il faut pour cela attribuer des droits spécifiques à certains groupes défavorisés. C'est un moyen d'atteindre l'objectif final.

Les exigences en matière de représentation des hommes et des femmes ne portent pas atteinte au caractère indivisible de la politique. L'on ne touche ni au droit de vote, ni au droit d'éligibilité. Les quotas que l'on pourrait envisager de prévoir en faveur d'autres catégories (seniors, handicapés, etc.) n'ont rien de comparable avec celles-ci: les distinctions que l'on fait en l'espèce dépendent de facteurs éminemment variables et temporaires.

## II. BESLUIT

Professor Miranda heeft belangrijke argumenten aangehaald om het recht op gelijkheid voor mannen en vrouwen expliciet op te nemen in de Grondwet, en om een wettelijke quotaregeling voor de samenstelling van de lijsten op te nemen in de kieswetten.

*Met betrekking tot het principe van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen in de Grondwet*

Alhoewel algemeen wordt aangenomen dat onder de algemene notie van de gelijkheid voor de wet, zoals grondwettelijk verankerd, eveneens de gelijkheid van vrouwen en mannen dient te worden verstaan, argumenteerde professor Miranda dat dergelijke interpretatie niet volstaat.

Het recht dient op een uitdrukkelijke manier te worden verwoord en als een fundamenteel recht te worden ingeschreven in de Grondwet, de hoogste rechtsnorm van het land die tegelijkertijd een krachtige signaalfunctie heeft.

De grondwettelijke erkenning van dit recht betekent ook dat het in acht zal moeten genomen worden bij iedere beslissing, door iedere overheid, op elk niveau. Aldus wordt de gelijkheid van vrouwen en mannen een blijvende opdracht voor de overheid, ongeacht de politieke prioriteiten van de verschillende regeringen.

*Positieve actiemaatregelen*

Ook met betrekking tot de samenstelling van en de volgorde op de verkiezingslijsten meende professor Miranda dat het zonder wettelijke regeling zeer moeilijk is een aantal vooroordelen te overwinnen.

Men stelt vast dat noch de sociologische evolutie, noch de zelfdiscipline van de politieke partijen, voldoende zijn geweest om zichtbare vooruitgang te introduceren in het domein van gelijkheid van toegang van vrouwen en mannen tot de politieke besluitvorming. Bijzondere wettelijke bepalingen, zoals quota, zijn erop gericht de gelijkheid te bevorderen, zelfs al moet men dan bepaalde specifieke rechten toekennen aan bepaalde groepen die achtergesteld zijn. Het is een middel om het uiteindelijke doel te bereiken.

De eisen inzake de vertegenwoordiging van mannen en vrouwen doen het ondeelbare karakter van de politiek niet teniet. Aan het actief en het passief kiesrecht wordt niet geraakt. Quota voor andere categorieën (bejaarden, gehandicapten, ...) zijn niet vergelijkbaar: het gaat hierbij om opsplitsingen die afhangen van erg variabele en tijdelijke factoren.

Les partis politiques ne sont guère enclins à prendre des risques lorsqu'ils confectionnent les listes de candidats aux élections et s'en tiennent souvent à des candidats connus, habituellement des hommes. Les partis politiques hésitent parfois à jouer la carte du renouveau et du changement. Ces facteurs conduisent également à une concentration de pouvoir qui est néfaste à la démocratie. Celle-ci a besoin de se renouveler. Il s'agit d'un problème général, dont la sous-représentation des femmes dans la vie politique est une conséquence. C'est pourquoi l'on a proposé au Portugal de prévoir une limitation dans le temps du nombre des mandats. Il convient en outre de repenser le système électoral si l'on veut arriver à une représentation plus démocratique de la population.

#### *Composition paritaire du gouvernement*

En ce qui concerne la composition paritaire du gouvernement, le professeur Miranda estime que puisque la Belgique connaît déjà la parité linguistique au niveau du gouvernement fédéral du fait des communautés linguistiques, il n'y a aucune objection juridique à ancrer dans la Constitution une parité fondée sur le sexe. Cela est dû uniquement à la logique interne du système constitutionnel belge. Le professeur Miranda pense toutefois que ce serait très difficile dans d'autres pays.

#### *Grossesse/Adoption au cours du mandat parlementaire*

Pour ce qui est de la période de grossesse, le mandat parlementaire est suspendu dès le début du congé de maternité et la Constitution portugaise prévoit un remplacement temporaire de la parlementaire en question. Une loi relative au statut des parlementaires règle ce remplacement temporaire. Après cette période de suspension, le parlementaire élu revient siéger au parlement.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 10 membres présentes.

*Les rapporteuses,*

Bea CANTILLON.  
Anne-Marie LIZIN.

*La présidente,*

Sabine de BETHUNE.

Politieke partijen nemen niet graag risico's bij de vorming van de kandidatenlijsten voor de verkiezingen en houden het dikwijls bij bekende, gewoonlijk mannelijke, kandidaten. Politieke partijen zetten soms moeilijk de stap naar vernieuwing en verandering. Dit leidt ook tot machtsconcentratie, wat nadelig is voor de democratie. Democratie heeft nood aan vernieuwing. Het is een algemeen probleem waarvan de vrouwelijke ondervertegenwoordiging in de politiek een gevolg is. Daarom wordt in Portugal voorgesteld om een beperking in de tijd van het aantal mandaten te voorzien. Verder moet men nadenken over het kiesstelsel indien men tot een meer democratische vertegenwoordiging van de bevolking wenst te komen.

#### *Paritaire samenstelling van de regering*

Wat betreft de paritaire samenstelling van de regering, vindt professor Miranda dat, aangezien België reeds de taalpariteit kent in de federale regering omwille van de taalgemeenschappen er geen juridische bezwaren zijn om de pariteit op basis van geslacht grondwettelijk te verankeren. Dit is enkel te wijten aan de interne logica van het Belgisch grondwettelijk systeem. Professor Miranda denkt echter dat dit zeer moeilijk is voor andere landen.

#### *Zwangerschap/adoptie tijdens het parlementair mandaat*

Wat betreft de periode van zwangerschap wordt het parlementair mandaat bij zwangerschapsverlof opgeschort en voorziet de Portugese Grondwet in een tijdelijke vervanging van het parlamentslid in kwestie. Een wet betreffende het statuut van de parlementsleden regelt deze tijdelijke vervanging. Na deze periode van opschorting komt het verkozen parlamentslid terug in het parlement.

Het verslag werd goedgekeurd bij eenparigheid van de 10 aanwezige leden.

*De rapporteurs,*

Bea CANTILLON.  
Anne-Marie LIZIN.

*De voorzitter,*

Sabine de BETHUNE.

## ANNEXE

DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ  
ACCRUE (1)

## Conclusions du Groupe du travail académique

I. — Ayant analysé les données relatives à la situation actuelle des femmes au Portugal, en général ainsi que sur le plan de leur représentation aux fonctions dirigeantes et, en particulier, au sein des organes de décision politique; ayant étudié les informations concernant la situation des femmes dans d'autres pays, notamment européens, et ayant examiné les informations issues d'études, de recommandations et d'instruments internationaux, la Commission est arrivée à un certain nombre de considérations, à savoir:

Au Portugal, l'évolution globale du statut des femmes, que ce soit sur le plan des normes constitutionnelles et juridiques ou sur celui de leur représentation réelle et effective dans les secteurs les plus divers, n'est pas allée de pair avec une augmentation quantitative de leur représentation au niveau politique.

Au niveau de l'occupation de fonctions politiques, cette situation se caractérise par une opposition persistante à un partage équilibré des fonctions entre hommes et femmes. Cette tendance va à l'encontre des modifications survenues dans de nombreux secteurs fondamentaux, tels que l'éducation, la formation professionnelle, l'emploi et la santé, pour lesquels des indicateurs font clairement apparaître la présence de nombreuses femmes portugaises préparées, informées, compétentes et économiquement indépendantes, dont on pourrait/devrait attendre une contribution majeure sur le plan de l'action politique pour le bien-être collectif.

Si l'on tient compte de la féminisation de la population portugaise, la situation est encore plus préoccupante. Bien qu'elles soient majoritaires, les femmes sont traitées, au niveau de la participation politique, comme une minorité faisant l'objet d'une discrimination, ce qui se traduit par une marginalisation dans les processus de décision politique, qui va à l'encontre d'une représentation raisonnable et équilibrée de l'ensemble de la population.

De la sorte, il apparaît que la réalité actuelle ne garantit pas aux femmes l'égalité d'opportunités au niveau de l'accès aux charges politiques et que la société portugaise gaspille les capacités, l'expérience, les sensibilités et les contributions du groupe majoritaire de la population sans justification plausible.

Les causes de la situation qui vient d'être exposée sont claires. Elles trouvent leur origine dans des comportements fondés sur des valeurs et des concepts traditionnels et dépassés et, surtout, dans une division des tâches qui rend difficile pour les femmes la conciliation, d'une part, des responsabilités familiales et domestiques considérées comme leur incombant et, d'autre part, des nouveaux rôles sociaux qu'elles veulent et doivent pouvoir assumer.

Notons néanmoins que la société portugaise ne veut pas éloigner consciemment et sciemment les femmes des postes décisionnels. Au contraire, la majorité de la population estime que les femmes portugaises doivent avoir accès à toutes les activités auxquelles elles aspirent et qu'elles sont aptes à assumer, sur un

(1) Traduction de: Vitalino Carras, Joana de Barros, Jorge Miranda, Leonor Beleza, Lúcia Amaral, Luisa Duarte, Vital Moreira, Democracia com mais cidadania: A questão da igualdade de participação política, julho 1998, Oficinas Gráficas Da Imprensa Nacional — Casa de Moeda.

## BIJLAGE

DEMOCRATIE MET MEER  
BURGERSCHAP (1)

## Besluiten van de Academische werkgroep

I. — De commissie heeft een analyse gemaakt van de huidige situatie van de vrouwen in Portugal — in het algemeen en wat betreft hun aanwezigheid in leidinggevende functies, meer bepaald in organen voor politieke besluitvorming — en heeft de informatie afkomstig uit andere, meer bepaald Europese, landen en uit studies, aanbevelingen en internationale documenten onder de loep genomen. Op grond hiervan is de commissie tot volgende overwegingen gekomen:

De gewijzigde rechtspositie van vrouwen in Portugal, zoals neergelegd in de grondwettelijke en de wettelijke normen en hun daadwerkelijke aanwezigheid in de meest onderscheiden sectoren, heeft zich niet kunnen doorzetten in de politiek, omdat de kwantitatieve deelname van vrouwen aan het politieke bedrijf zo goed als onveranderd is gebleven.

Voor de uitoefening van politieke ambten wordt in de praktijk voortdurend ingegaan tegen een evenwichtige verdeling. De veranderingen in zeer belangrijke sectoren zoals onderwijs, beroepsopleiding, werkgelegenheid en gezondheid worden dus niet gevolgd. Indicatoren uit die domeinen tonen nochtans duidelijk aan dat er veel Portugese vrouwen zijn die voorbereid, ingelicht, bekwaam en economisch onafhankelijk zijn, van wie men een veel grotere bijdrage zou kunnen/moeten verwachten aan het voor het collectief welzijn zo belangrijke politieke gebeuren.

Gelet op de vervrouwelijking van de Portugese bevolking is de situatie nog zorgwekkender. Hoewel de vrouwen in de meerderheid zijn, worden zij op het gebied van politieke deelname behandeld als een gediscrimineerde minderheid. In de politieke besluitvorming worden zij gemarginaliseerd, wat een redelijke en evenwichtige vertegenwoordiging van de hele bevolking in het gedrang brengt.

Vrouwen hebben dus niet alleen geen waarborgen voor een daadwerkelijk gelijke toegang tot politieke ambten. De bekwaamheden, ervaringen, gevoeligheden en bijdragen van die meerderheidsgroep worden door de Portugese maatschappij ook op onverantwoorde wijze verspild.

De oorzaken van de huidige situatie zijn bekend. Aan de basis liggen gedragspatronen die gebaseerd zijn op traditionele en achterhaalde waarden en opvattingen, en vooral een werkverdeling die het vrouwen moeilijk maakt de voor hen weggelegde gezins- en huishoudelijke verantwoordelijkheden te verzoenen met de nieuwe maatschappelijke rol die ze willen en moeten kunnen spelen.

Toch overheerst in de Portugese maatschappij niet langer een houding waardoor vrouwen bewust en uit rationele overwegingen geweerd worden uit de besluitvorming. Er wordt, integendeel, algemeen aanvaard dat de Portugese vrouwen, op gelijke voet met de mannen, toegang moeten krijgen tot elke activiteit die

(1) Vertaling van: Vitalino Carras, Joana de Barros, Jorge Miranda, Leonor Beleza, Lúcia Amaral, Luisa Duarte, Vital Moreira, Democracia com mais cidadania: A questão da igualdade de participação política, julho 1998, Oficinas Gráficas Da Imprensa Nacional — Casa de Moeda.

ped d'égalité par rapport aux hommes, et notamment dans le domaine des fonctions de prise de décisions politiques.

Ainsi, le pays est-il confronté à une situation qui persiste et qui n'est nullement justifiée au niveau du droit, des qualifications, des capacités ou des conceptions des Portugais et des Portugaises.

Le problème auquel nous sommes confrontés a existé ou existe encore, quoi qu'à des degrés différents, dans tous les pays, et, en particulier dans les pays démocratiques et, plus spécialement encore, dans les démocraties occidentales et européennes.

L'expérience d'autres pays démontre que seule l'adoption de mesures visant de manière spécifique à accroître la participation des femmes a débouché sur des résultats tangibles, surtout dans les pays du nord de l'Europe. Ces mesures sont, en outre, recommandées avec insistance et légitimées par les organisations internationales qui se sont penchées sur ce problème et ont formulé des propositions à l'intention des organes compétents pour qu'ils adoptent de telles mesures.

L'expérience d'autres pays démontre également que les mesures adoptées par les partis politiques, aujourd'hui généralisées dans les pays où le taux de participation féminine est plus élevé, sont celles qui portent le plus de fruits. Néanmoins, d'autres pays où ce processus s'est avéré vain ont adopté ou sont sur le point d'adopter des mesures juridiques, notamment dans le cadre de leur constitution, afin d'accélérer un processus qui n'a pas eu de résultats par d'autres biais.

Il convient de reconnaître que le comportement et l'attitude des partis, dans ce domaine également, ont une importance capitale et qu'il est souhaitable que le Portugal intensifie ses efforts visant à garantir, aussi bien dans ses activités internes que dans son action extérieure, une participation féminine correspondant aux droits, aux aspirations et aux capacités des femmes portugaises.

À la suite de la révision de 1997, la Constitution de la République portugaise inclut à présent au nombre des tâches fondamentales de l'État «la promotion de l'égalité entre hommes et femmes» [article 9, alinéa h] et établit, sur le plan de la participation politique des citoyens que «la participation directe et active des hommes et des femmes à la vie politique constitue une condition et un instrument fondamentaux de la consolidation du système démocratique, de sorte que la loi doit promouvoir l'égalité dans l'exercice des droits civiques et politiques et lutter contre la discrimination fondée sur le sexe au niveau de l'accès aux charges politiques» (article 109).

Ces dispositions constitutionnelles légitiment l'adoption de mesures spécifiques devant engendrer une égalité *de facto* au niveau du statut de l'ensemble des citoyens et vont plus loin encore sur le plan de la participation politique étant donné qu'elles obligent le législateur à adopter de telles mesures.

D'une part, il n'existe plus aucun obstacle, d'un point de vue constitutionnel, à l'adoption positive de mesures visant à favoriser la participation des femmes à la vie politique et, d'autre part, la constitution rend impérative l'adoption de telles mesures au niveau juridique.

Cette nécessité n'implique aucune modification du système électoral et s'applique à l'exercice général des «droits civiques et politiques».

La Constitution ne spécifie pas les mesures qui devront être adoptées, laissant ainsi au législateur ordinaire toute latitude dans le choix des mesures, mais elle ne lui laisse pas la possibilité de décider de n'en adopter aucune.

Le législateur ordinaire est donc soumis à une obligation découlant de principes constitutionnels et fondée sur la nécessité de remédier à une situation injuste *de facto*.

zij in staat zijn uit te oefenen en ook wensen uit te oefenen, meer bepaald op het vlak van de politieke besluitvorming.

Zo ontstaat dus een situatie die niet te rechtvaardigen is, noch juridisch, noch op het gebied van de kwalificaties, bekwaamheden en de gerationaliseerde opvattingen van de Portugezen — mannen zowel als vrouwen.

Dit is een probleem dat zich heeft voorgedaan en dat zich nog steeds voordoet in alle landen — weliswaar niet overal in dezelfde mate — en met name in die met een democratisch bestel, inzonderheid in de westerse en Europese democratieën.

Ervaringen van andere landen leren ons dat alleen specifieke maatregelen met het oog op een grotere deelname van de vrouwen tastbare resultaten hebben opgeleverd, vooral in Noord-Europese landen. Dergelijke maatregelen worden met aandrang aanbevolen en verdedigd door internationale organisaties die het onderwerp hebben bestudeerd en voorstellen hebben gedaan aan de bevoegde instanties.

Uit ervaringen van andere landen blijkt ook dat vooral maatregelen van politieke partijen bijzonder veel succes kenden. Die maatregelen zijn nu algemeen van toepassing in landen waar vrouwen meer inspraak hebben. Waar dat niet het geval is, werden en worden wettelijke en grondwettelijke maatregelen genomen om dat proces, dat anders vertraging oploopt, te versnellen.

Het gedrag en de houding van de partijen zijn ook op dit vak heel belangrijk. Het is wenselijk dat men zich in Portugal meer zou inspannen om, zowel voor interne activiteiten als voor het externe optreden, te garanderen dat vrouwen een bijdrage leveren die in verhouding staat tot hun rechten, hun eisen en hun bekwaamheden.

Overeenkomstig de herziening van 1997 bepaalt de Grondwet van de Portugese Republiek niet alleen dat het een fundamentele taak is van de staat «de gelijkheid tussen mannen en vrouwen te bevorderen» [artikel 9, alinea h], maar ook dat inzake politieke deelname van de burgers «de rechtstreekse en actieve deelname van mannen en vrouwen aan het politieke leven een voorwaarde en fundamenteel instrument vormt om het democratisch bestel te consolideren, waarbij de wet de gelijke uitoefening van de burgerrechten en de politieke rechten moet bevorderen, en discriminatie op grond van geslacht bij de toegang tot politieke ambten moet tegengaan (artikel 109).

Dergelijke grondwettelijke bepalingen rechtvaardigen het nemen van specifieke maatregelen die een *de facto* gelijke rechtspositie voor mannen en vrouwen in de hand moeten werken. Inzake politieke deelname gaan ze nog verder door de wetgever te verplichten zulke maatregelen te nemen.

Zo zijn er, grondwettelijk gezien, niet alleen geen hinderpalen om maatregelen te nemen die leiden tot een grotere deelname van vrouwen aan het politieke leven, maar bestaat zelfs de grondwettelijke verplichting dergelijke maatregelen langs wettelijke weg te nemen.

Die noodzaak wordt niet afhankelijk gesteld van enige wijziging van het kiesstelsel. Zij omvat de uitoefening van «de burgerrechten en de politieke rechten» in het algemeen.

De Grondwet bepaalt niet nader welke maatregelen moet worden genomen. Zij laat de gewone wetgever de vrijheid van keuze, maar niet de vrijheid om geen maatregelen te nemen.

De gewone wetgever krijgt dus een opdracht, gebaseerd op de grondwettelijke beginselen en op de noodzaak een feitelijk onrechtvaardige situatie recht te zetten.

II. Cet ensemble de considérations justifie, selon la commission, la formulation des recommandations suivantes :

1. La loi doit fixer des objectifs minima au niveau de la participation des citoyens des deux sexes aux fonctions politiques électorales :

2. En ce qui concerne les élections relatives à l'Assemblée de la République, il convient d'arriver à une présence féminine minimale de 25 %, à savoir le double du pourcentage actuel, et de récompenser un taux de représentation supérieur à 33 % afin de promouvoir un partage plus équitable.

3. Cet objectif devra être atteint par une action au niveau des listes électorales et des résultats enregistrés en vue d'une plus grande efficacité. En ce qui concerne le premier aspect, cette exigence ne pourra être formulée que pour les listes des circonscriptions plurinominales étant donné que dans le cas des circonscriptions uninominales (s'il y en a), il serait inadéquat que la loi impose des exigences directes relatives à une partie ou à la totalité des listes, que ce soit pour des raisons de principe ou pour des raisons de procédure.

4. L'objectif minimum visé pourra être atteint comme suit :

Toute liste électorale devra compter un minimum de 25 % de candidatures de chacun des deux sexes pour être acceptée.

Les partis représentés au Parlement mais dont le pourcentage de députés des deux sexes n'atteint pas 25 % seront pénalisés pour chaque député manquant pour arriver à ce pourcentage.

Les partis représentés au Parlement et dont le pourcentage de députés des deux sexes excède les 33 % seront récompensés pour chaque député du sexe sous-représenté dépassant ce pourcentage.

La récompense sera évidemment maintenue en cas d'égale représentation des deux sexes (50%-50%).

5. Afin de permettre raisonnablement à chaque parti de prendre les mesures nécessaires pour atteindre les pourcentages minima requis, vu que ceux-ci ne peuvent prévoir la manière dont les citoyens voteront, il sera considéré que le résultat minimum a été atteint si, dans le cas où le nombre et la distribution des voix sont similaires ou équivalents à ceux enregistrés lors des dernières élections législatives auxquelles le parti a pris part, ledit parti comptait au moins 25 % de députés et 25 % de députées.

6. La pénalisation susmentionnée ne s'appliquera pas aux nouveaux partis ni aux partis comptant trois députés ou moins. Cette obligation s'appliquera néanmoins en cas de coalition, moyennant les adaptations nécessaires.

7. La pénalisation des partis doit être formulée de façon à produire des effets équivalents, que le parti appuie le gouvernement ou qu'il soit dans l'opposition.

8. La pénalisation ne peut toucher aux droits essentiels des partis politiques mais doit néanmoins être suffisamment efficace. Nous proposons dès lors qu'elle se situe au niveau de la subvention annuelle que les partis reçoivent de l'État et, éventuellement, des exonérations fiscales.

9. Une partie de la commission propose que la pénalisation prenne la forme d'une limitation du temps d'antenne accordé durant la campagne électorale aux listes nationales s'il existe des circonscriptions uninominales (vu que dans le cas des circonscriptions plurinominales, les listes n'atteignant pas les exigences minimales seront refusées).

10. La majorité de la commission rejette toutefois l'idée d'une limitation du temps d'antenne en dehors de la période de la

II. Al deze overwegingen rechtvaardigen volgens de commissie de volgende aanbevelingen :

1. De wet moet minimale doelstellingen formuleren om burgers van beide geslachten toegang te geven tot door verkiezing verkregen politieke ambten.

2. Wat de verkiezingen voor de *Assembleia da República* (parlement) betreft, is een redelijke minimale doelstelling een deelname van 25 %, het dubbele van de huidige vrouwelijk deelname. Een deelname van meer dan 33 % moet worden beloofd om een betere verdeling aan te moedigen.

3. Om die doelstelling te verwezenlijken moet, omwille van de doeltreffendheid, gelijktijdig worden opgetreden op het niveau van de kandidaatstellingen en van de bereikte resultaten. Wat het eerste punt betreft, mag die doelstelling alleen worden geformuleerd voor de kandidaatstellingen in kieskringen met meerdere kandidaten, aangezien het voor kieskringen met één kandidaat (indien dit zich zou voordoen) niet zou passen — hetzij om principiële, hetzij om procedurele redenen — dat de wet rechtstreeks eisen stelt ten aanzien van een deel of het geheel van de kandidatenlijsten.

4. De vooropgestelde minimale doelstelling kan als volgt worden bereikt.

Een lijst wordt verworpen indien een van beide geslachten daarop niet is vertegenwoordigd met een minimum van 25 % van de kandidaten.

Partijen met in het Parlement fracties waarvan het percentage afgevaardigden van een van beide van geslachten lager is dan 25 % zullen worden gestraft voor elke afgevaardigde die te weinig is om dat percentage te bereiken.

Partijen met in het Parlement fracties waarvan het percentage afgevaardigden van het ondervertegenwoordigde geslacht hoger is dan 33 %, zullen worden beloofd voor elke afgevaardigde die dat percentage overschrijdt.

De beloning blijft uiteraard behouden wanneer beide geslachten gelijk zijn vertegenwoordigd (50%-50%).

5. Om elke partij redelijkerwijs in staat te stellen de minimale resultaten te behalen — het is immers onmogelijk het stemgedrag van de burgers te voorspellen — wordt ervan uitgegaan dat het minimale resultaat behaald is indien de betrokken partij minstens 25 % mannelijke en 25 % vrouwelijke afgevaardigden heeft, in het geval dat het aantal en de verdeling van de stemmen gelijk zijn aan of gelijkwaardig met de resultaten van de laatste parlementsverkiezingen waaraan de partij heeft deelgenomen.

6. De bestraffing is niet van toepassing op nieuwe partijen, noch op partijen wier fracties in het Parlement drie of minder afgevaardigden tellen. Zij is wel van toepassing, met de nodige aanpassingen, in geval coalities worden aangegaan.

7. De bestraffing van de partijen moet zo geformuleerd worden dat zij dezelfde weerslag heeft op partijen die de regering steunen als op partijen van de oppositie.

8. De bestraffing mag niet raken aan de essentiële rechten van de politieke partijen, maar moet voldoende doeltreffend zijn. Vandaar het voorstel om maatregelen te nemen in verband met de jaarlijkse subsidiëring van de politieke partijen door de staat en eventueel de fiscale vrijstellingen.

9. Een deel van de commissie is van oordeel dat de bestraffing ook betrekking zou kunnen hebben op beperking van de zendtijd tijdens de verkiezingscampagne, in geval van kieskringen met één kandidaat (in de kieskringen met meerdere kandidaten worden de kandidaturen die de minimale vereiste niet halen immers verworpen).

10. De meerderheid van de commissie verwerpt evenwel beperkingen van zendtijd buiten de campagne, aangezien dat een zeer

campagne électorale étant donné qu'une telle mesure touchera de manière très différente les partis qui soutiennent le gouvernement et ceux qui ne l'appuient pas.

11. La loi devra également prévoir, selon des termes qui seront définis par l'Assemblée de la République, une organisation des travaux de celle-ci de façon à permettre autant que possible aux députés d'exercer conjointement leur mandat et leurs responsabilités familiales.

12. La loi devra en outre stipuler que les députés (tout comme tous les titulaires d'une fonction politique) jouissent des mêmes droits en matière de protection de la maternité et de la paternité que les autres citoyens exerçant une activité professionnelle. Les absences seront dès lors justifiées dans les mêmes conditions que pour les autres citoyens. Des autorisations permettront aux députés de se faire remplacer, selon des dispositions spécifiques à ce genre de situation et différentes de celles qui régissent les autres fonctions.

13. La solution proposée a été conçue dans le cadre des élections législatives. Cette solution devra néanmoins également être adoptée, après adaptation, pour les élections aux autres fonctions politiques (sauf, évidemment pour la présidence de la République). Son adaptation aux élections européennes devrait être particulièrement aisée.

14. En outre, des dispositions légales prévoyant des objectifs quantitatifs devront être adoptées, à l'instar de ce que font d'autres pays européens, en vue d'une composition équilibrée des commissions et autres organes collégiaux officiels qui devront compter des individus des deux sexes. Il s'agit là d'une mesure indirecte importante au niveau de l'accès aux fonctions politiques.

15. Des mesures légales présentant un contenu similaire sont également justifiées pour ce qui est des fonctions dirigeantes au sein des partis politiques.

verschillende weerslag zou hebben op de partijen die de regering steunen en de partijen die haar niet steunen.

11. Verder moet de wet, volgens door de *Assemblea da Repubblica* vast te stellen regels, bepalen dat deze haar werkzaamheden zo organiseert dat de afgevaardigden de uitoefening van hun mandaat zoveel mogelijk kunnen combineren met hun gezinsverantwoordelijkheden.

12. Er moet ook wettelijk worden bepaald dat de afgevaardigden (zoals al wie een politiek ambt bekleedt) dezelfde rechten genieten inzake bescherming van het moeder- en vaderschap als de andere burgers die een beroep uitoefenen. Afwezigheden zijn dus gerechtvaardigd op dezelfde voorwaarden als voor andere burgers en bij bevestigde afwezigheid moeten de afgevaardigden worden vervangen overeenkomstig nog te bepalen regels, specifiek voor dit soort situaties, en verschillend van de voor andere situaties bestaande regels.

13. De voorgestelde oplossing werd specifiek voor de parlementsverkiezingen uitgewerkt, maar moet met de nodige aanpassingen toegepast worden op de verkiezingen voor de andere politieke ambten (behalve uiteraard voor het presidentschap van de republiek). Zij is bijzonder gemakkelijk aan te passen aan de verkiezingen voor het Europees Parlement.

14. Verder zijn er, zoals in andere Europese landen, wettelijke regels nodig die kwantitatieve criteria voorschrijven voor de op basis van geslacht evenwichtige samenstelling van commissies en andere officiële collegiale instanties. Dit is een belangrijke maatregel die de toegankelijkheid van politieke ambten kan verbeteren.

15. Dergelijke wettelijke maatregelen kunnen ook gerechtvaardigd zijn voor leidinggevende functies binnen de politieke partijen.